



Assemblée générale

Cinquante-deuxième session

5^e

séance plénière

Lundi 22 septembre 1997, à 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Oudovenko (Ukraine)

La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 10 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Ce matin, conformément à la décision prise à sa 4^e séance plénière le 19 septembre 1997, l'Assemblée générale va, tout d'abord, aborder le point de l'ordre du jour, intitulé «Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation», pour entendre une brève présentation par le Secrétaire général du rapport annuel.

Je donne la parole au Secrétaire général.

Le Secrétaire général (*interprétation de l'anglais*) : Je tiens à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à ce poste important, qui l'est d'autant plus que vous dirigerez l'Assemblée alors que se dérouleront des débats d'une portée considérable.

Je suis heureux de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole à la séance d'ouverture du débat général. C'est en effet la première fois que le Secrétaire général a cet honneur depuis que l'Organisation a été créée il y a 52 ans.

Ma présence aujourd'hui reflète l'importance que vous attachez aux propositions de réforme de l'Organisation que

j'ai présentées aux États Membres le 16 juillet 1997. Il faut que la présente session soit connue sous le nom d'Assemblée de la réforme, et qu'elle reste dans la mémoire comme le moment où nous avons tous uni nos forces et saisi l'occasion créée par cette ère nouvelle pour revitaliser notre Organisation — instrument inégalable et universel d'action concertée visant à améliorer le sort de l'humanité.

Avant de passer à la question de la réforme, qu'il me soit permis de dire quelques mots des travaux en cours de l'Organisation et des tâches ardues qu'elle devra accomplir, et de soulever plusieurs questions qui sont d'une importance capitale pour la communauté internationale et qui exigent d'elle une attention urgente.

Dans mon rapport annuel récemment publié, j'ai manifesté un optimisme prudent au sujet de l'état général actuel de l'Organisation.

Parmi les progrès accomplis l'an passé, il convient de citer l'adoption de l'Agenda pour le développement, qui exprime un nouveau consensus quant à l'orientation de nos activités dans ce domaine d'une importance critique. Il y faut ajouter aussi des résultats majeurs dans le domaine du désarmement, en particulier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la Convention sur les armes chimiques et le processus d'Ottawa visant à interdire les mines terrestres antipersonnel, que j'ai vigoureusement appuyé.

Dans le domaine du maintien de la paix, un groupe de pays s'emploie activement à créer une brigade d'intervention rapide dans le cadre des accords relatifs aux forces en attente. Cette brigade permettrait à l'Organisation de réagir aux crises avant qu'elles ne soient prises dans l'engrenage de la violence.

Face aux demandes de plus en plus fréquentes des États Membres, nous avons élargi nos programmes visant à appuyer l'amélioration de l'administration publique, la démocratisation et le renforcement des capacités nationales à promouvoir les droits de l'homme.

Mon rapport annuel fait également état de déceptions. Les avantages de la mondialisation sur le plan économique demeurent par trop concentrés pour pouvoir bénéficier à la grande majorité des pays en développement, alors même que l'aide publique au développement continue à fléchir.

De nouveaux paradigmes de coopération sont nécessaires pour que l'aide enregistre un accroissement majeur et s'accompagne d'un allègement sélectif de la dette, de l'accès aux marchés et de stratégies d'investissement. Toutes les sociétés, notamment celles qui sont marginalisées par les forces de la mondialisation, doivent avoir l'occasion de participer activement à la nouvelle économie internationale.

Les progrès accomplis en matière de désarmement excluent encore les stocks restants d'armes nucléaires. Ils n'ont pas touché non plus à la prolifération des armes légères et de petit calibre, qui sont notamment employées dans les conflits que l'Organisation des Nations Unies est chargée de résoudre. Le Département du désarmement et de la réglementation des armements que j'ai proposé de créer vise à renforcer les moyens dont dispose l'Organisation pour atteindre ces objectifs.

Qui plus est, dans un nombre croissant de conflits, les populations civiles sont devenues explicitement la cible des factions en lutte, et les missions humanitaires ont été entravées, n'ont pu avoir accès aux victimes ou ont été attaquées.

La violence contre les femmes est devenue la violation des droits de l'homme la plus répandue, qui ignore les frontières de la géographie, de la culture ou de la richesse.

Nous nous devons d'éliminer ces tares avilissantes de la vie contemporaine.

Lors de sa dix-neuvième session extraordinaire — Rio + 5 —, l'Assemblée générale a clairement montré que peu de progrès avaient été accomplis dans la mise en

oeuvre des accords auxquels était parvenue la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992. Nous devons mieux faire à Kyoto, en décembre, et obtenir des engagements juridiquement contraignants afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre qui, comme nous le savons, entraînent le réchauffement de la planète.

Je tiens aussi à appeler votre attention sur plusieurs sujets de préoccupation actuels sur lesquels vous voudrez peut-être vous pencher durant le débat à venir.

Depuis que je suis entré en fonctions en janvier, j'ai pris des initiatives en vue d'entamer ou de revitaliser des processus de paix dans le cadre de plusieurs conflits, dont certains résistent à tout règlement. À cet effet, j'ai nommé des représentants spéciaux pour le Sahara occidental, Chypre, le Timor oriental, la région des Grands Lacs de l'Afrique centrale, la Somalie et l'Afghanistan. La situation semble pouvoir se débloquer au Sahara occidental et des lueurs d'espoir apparaissent ailleurs.

En Afghanistan, toutefois, malgré tous nos efforts, les parties continuent de s'entre-déchirer vainement dans une guerre civile qui cause de lourdes pertes parmi la population. Il est indispensable que les acteurs régionaux et internationaux s'engagent de nouveau à mettre fin au carnage et à empêcher une crise humanitaire d'une ampleur effroyable.

Dans la région des Grands Lacs, malgré les efforts conjoints de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine, la rancœur héritée du passé ne s'est pas effacée, et l'intolérance et la violence continuent d'y régner. J'exhorte les pays de la région à s'engager sur la voie de la paix, de la démocratie, de la réconciliation et de la reconstruction, dans le plein respect des droits de l'homme, et à collaborer avec les membres de la communauté internationale afin d'aider et de soutenir leurs efforts.

En Bosnie, la communauté internationale doit être prête à consolider les gains obtenus et à empêcher que ne se reproduisent les horreurs qui l'ont amenée à intervenir. Il nous incombe de veiller à ce que notre investissement collectif — du point de vue militaire, politique et financier — n'ait pas été consenti en vain. Il faudra pour cela que tous les intérêts fassent preuve de patience et de persistance.

Enfin, la communauté internationale ne saurait considérer sans inquiétude grave les menaces croissantes au processus de paix israélo-palestinien. Nous demandons à toutes les parties de prendre les décisions courageuses qui s'imposent pour rétablir la confiance mutuelle et réaffirmer leur volonté résolue de parvenir à une paix durable.

Je voudrais maintenant aborder la question inscrite à votre ordre du jour qui est certainement la plus importante pour le rôle futur de l'Organisation : le défi de la réforme.

Il y a plus de deux mois, le 16 juillet 1997, je vous ai présenté ici même des propositions détaillées. Je formule l'espoir que, lorsque la présente session s'achèvera dans plus de deux mois, nous serons parvenus à un consensus et pourrons entamer le processus de mise en oeuvre. Qu'il me soit permis de récapituler les principaux objectifs et les caractéristiques essentielles des réformes.

Quels sont les objectifs de nos réformes? Nous aspirons à une Organisation qui puisse s'employer activement, en renforçant la communauté de ses vues, la cohérence de ses efforts et la souplesse de ses moyens d'intervention, à rechercher la paix et le progrès; à une Organisation qui permette aux gouvernements comme aux peuples de réaliser leurs objectifs grâce à une collaboration qui risquerait autrement de leur faire défaut; à une Organisation qui exprime les plus hautes aspirations morales de l'humanité tout en offrant des avantages concrets aux hommes, aux femmes et aux enfants — des villes et des villages du monde entier.

Nous aspirons à une Organisation qui reconnaisse une société civile mondiale plus solide que jamais et qui en soit le partenaire, tout en aidant à en éliminer les éléments incivils — trafiquants de drogues, criminels et terroristes; à une Organisation qui voie dans le changement un allié, non pas pour le plaisir de changer mais pour nous permettre de faire plus en faisant mieux.

À qui s'adressent ces objectifs? Il s'agit d'oeuvrer en faveur de ceux qui ont le plus grand besoin d'une Organisation renouvelée et revitalisée, car ils n'ont ni le pouvoir ni les ressources nécessaires pour modeler l'environnement international à leur avantage. Il s'agit de répondre aux intérêts de la communauté mondiale. Il s'agit enfin d'assurer l'avenir de l'Organisation elle-même.

Comment nous proposons-nous de réaliser ces objectifs? En rationalisant et en réorganisant nos activités au Siège et sur le terrain. En créant de nouvelles structures de gestion qui nous permettent d'agir en synergie dans nos différents domaines d'activité. En encourageant un nouveau style de travail institutionnel qui mette l'accent sur la poursuite de l'excellence dans la recherche de l'intérêt commun. En renforçant l'esprit de responsabilité que les États Membres escomptent à bon droit et en assurant la souplesse dont le Secrétariat a besoin.

Nous entendons atteindre ces objectifs en mettant sans relâche l'accent sur les besoins spécifiques des sociétés les plus défavorisées — et nous avons créé à cet effet le Groupe des Nations Unies pour le développement et le Bureau du financement du développement, un nouveau système d'annonces de contributions pluriannuelles pour la coopération au développement et des dividendes pour le développement financés grâce aux économies d'ordre administratif — et en renforçant le rôle du Conseil économique et social, notamment dans le domaine du dialogue en matière de politique macroéconomique.

La dynamique suscitée par le programme de réformes que j'ai annoncé le 16 juillet ne cesse de s'amplifier. Les articles de presse parus dans le monde entier ont été encourageants. Des gouvernements, individuellement et collectivement, nous ont exprimé leur appui. Des organisations de la société civile, de même que le secteur privé, nous contactent de plus en plus souvent pour nous offrir leur aide et leur concours.

Le don extraordinairement généreux et sans précédent d'un milliard de dollars que M. Ted Turner a annoncé en faveur des activités de l'Organisation dans les domaines du développement, de l'environnement et de l'action humanitaire est l'expression la plus visible de cette relation nouvelle et pleine de promesses.

Enfin, je compte appliquer toutes les mesures de réforme qui relèvent de ma compétence avant la fin de l'année.

C'est à vous maintenant, c'est aux États Membres que je demande d'agir. À certains, je demande de s'acquitter de leurs obligations juridiques, c'est-à-dire de régler leurs arriérés et de verser leurs quotes-parts futures intégralement, ponctuellement et sans condition.

À tous, je demande d'examiner sans tarder le programme de réformes qui leur est proposé, en vue de parvenir à un consensus politique et de donner les autorisations budgétaires requises avant la fin de la session. Nous vivons une nouvelle époque qui appelle une nouvelle manière de procéder. Il faut donc que la présente Assemblée soit celle de la réforme. Le moment est venu de repenser le rôle de l'Organisation des Nations Unies afin de lui insuffler une nouvelle vie pour le siècle à venir.

Lorsque j'ai lancé mon plan de réforme, je me suis engagé à réduire l'écart entre les aspirations et les réalisations au sein de l'Organisation. J'annonce aujourd'hui à l'Assemblée qu'il y a un autre fossé à combler : celui qui

existe entre la rhétorique et la réalité d'un monde qui nous est commun. Pour ce faire, nous avons besoin de l'instrument de délibération collective et d'action concertée le plus efficace qui soit. L'Organisation des Nations Unies peut être cet instrument, comme le prévoyait la Charte. À la condition que nous agissions — et que nous agissions maintenant. L'occasion s'en présente à nous. Il ne faut pas la laisser passer.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration qui revêt une très grande importance. Nous en avons ainsi terminé avec l'examen du point 10 de l'ordre du jour.

Point 9 de l'ordre du jour

Débat général

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Avant de donner la parole au premier orateur dans le débat général, j'aimerais rappeler aux membres qu'à sa 4e séance plénière, le 19 septembre, l'Assemblée générale a décidé qu'il ne serait plus exprimé de félicitations dans la salle de l'Assemblée, après un discours.

À cet égard, je voudrais également rappeler aux membres une autre décision prise par l'Assemblée, à la même séance, en vertu de laquelle les orateurs inscrits dans le débat général doivent, après avoir prononcé leur discours, regagner leur place dans la salle de l'Assemblée générale en passant par la salle GA-200, située derrière la tribune.

Je voudrais également rappeler aux représentants que, conformément à la décision prise par l'Assemblée générale à sa 4e séance plénière, la liste des orateurs sera close le mercredi 24 septembre à 18 heures. Puis-je demander aux délégations de bien vouloir préciser leur temps de parole de façon aussi précise que possible. Cela facilitera le travail du Secrétariat.

Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit dans le débat général, le Ministre des relations extérieures du Brésil, S. E. M. Luiz Felipe Lampreia.

M. Lampreia (Brésil) (*interprétation de l'anglais*) : Au nom de la délégation brésilienne, je voudrais vous féliciter, mon cher collègue, Hennadiy Udovenko, Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine, de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale, à sa cinquante-deuxième session. Le Brésil compte une importante communauté d'origine ukrainienne. Les Brésiliens sont donc très

heureux que cette session ait à sa tête un fils éminent de l'Ukraine, pays qui nous est proche.

Je souhaite exprimer ma reconnaissance au Représentant permanent de la Malaisie, l'Ambassadeur Razali Ismail, pour la façon dont il a dirigé les travaux de la cinquante et unième session. La présidence dynamique de l'Ambassadeur Razali a ouvert la voie, grâce à des consultations approfondies, à une proposition imaginative et d'ensemble pour faire progresser la réforme du Conseil de sécurité.

Je voudrais également rendre hommage à M. Kofi Annan, notre nouveau Secrétaire général, choisi pour veiller aux problèmes d'ordre politique et administratif de la modernisation. Il a été au centre d'attentes justifiées de la communauté internationale dans des moments difficiles de la vie de notre Organisation.

Nous saluons les propositions de réforme et de consolidation institutionnelle du Secrétaire général comme le signe d'une vitalité renouvelée au sein des Nations Unies. Ces propositions et la contribution de l'Ambassadeur Razali justifieront certainement une attention soutenue à l'Assemblée générale et dans des consultations parallèles. Nous aiderons à consolider un nouvel esprit qui devrait inspirer notre Organisation. Ce nouvel esprit est appelé leadership, cette force motrice de l'histoire qui change le cours des événements dans des pays et sur la scène internationale, ouvre de nouveaux horizons, suscite l'espoir parmi les peuples du monde, et perçoit le mouvement là où d'autres ne voient qu'immobilisme.

L'Ambassadeur Razali et le Secrétaire général Kofi Annan ont, d'une certaine façon, ravivé le leadership des fondateurs de l'Organisation des Nations Unies. Ils ont montré le même idéalisme en fixant les objectifs et le même pragmatisme en cherchant à les réaliser. C'est également sous la direction de personnalités telles que Dag Hammarskjöld et le chef d'État brésilien Oswaldo Aranha, Président de l'Assemblée à deux reprises, que les Nations Unies ont joué un rôle décisif comme facteur de changement dans les relations internationales.

Cette sorte de leadership a donné au monde une instance unique dans l'histoire, une tribune pour la négociation et une force politique en faveur de la paix et de la sécurité internationales. Même si les Nations Unies n'ont pas toujours été en mesure de prévenir ou d'empêcher des conflits, elles ont certainement réduit leur fréquence et évité certaines de leurs plus graves conséquences. Pour cette raison, les Nations Unies servent obligatoirement de point

de référence, elles sont un signe d'espoir et une force morale pour l'opinion publique internationale.

Nous notons aujourd'hui une renaissance de ce leadership, nous sentons ses effets dans les changements remarquables intervenus au coeur de l'Organisation et dans son esprit. L'optimisme est renforcé. La motivation des délégations et du personnel est plus forte. De nombreux gouvernements en attendent davantage. Un nouveau climat d'espoir caractérise les Nations Unies. C'est là quelque chose que nous devons encourager et promouvoir, que nous devons faire passer auprès du grand public afin de renouveler la confiance de la communauté internationale dans l'Organisation.

L'ordre du jour de la cinquante-deuxième session est vaste et illustre la complexité accrue de nombreux conflits d'intérêt qui animent les relations internationales de notre époque. Une nouvelle dynamique internationale conjugue trois impulsions positives : d'abord, la modernisation et l'ouverture politique et économique dans la plupart des pays; ensuite, l'intégration économique dans des contextes régionaux, avec de multiples avantages politiques et de sécurité; et, enfin, l'internationalisation de l'économie à l'échelle mondiale.

Ces impulsions tendent à générer, encourager et consolider la paix et la sécurité internationales. Elles sont basées sur la confiance et la compréhension et doivent nous permettre de prospérer et d'aboutir aux résultats spirituels et matériels escomptés. L'intégration économique constitue de plus en plus l'essentiel de la paix et de la coopération internationales. Il faut lui accorder une importance particulière et la promouvoir.

C'est précisément du fait de ses avantages politiques et économiques que l'intégration est une caractéristique marquante de la réalité de l'Amérique du Sud, une conséquence directe de la démocratie et de la liberté économique. Le Marché commun du Sud (MERCOSUR), nouvel élan puissant de développement dans la région, est un exemple de l'importance de cette intégration. Avec une démocratie fermement enracinée et un processus dynamique d'intégration, l'Amérique du Sud connaît un potentiel réduit de conflits. Elle a le niveau de dépenses militaires le moins élevé dans le monde et une économie basée sur un strict contrôle budgétaire. Nos priorités sont la stabilité et le développement. Les achats d'armements sont compatibles avec les besoins de défense des pays d'Amérique latine et visent à remplacer le matériel usé et obsolète. Les mesures annoncées récemment dans le domaine stratégique et militaire n'affecteront pas ces paramètres fondamentaux.

Les intérêts concrets qui unissent les pays d'Amérique du Sud — le commerce, l'investissement et le renforcement de notre présence internationale par le MERCOSUR — sont de solides facteurs d'unité et de cohésion. Il n'y a pas de menace de déstabilisation militaire en Amérique latine. Il n'y a pas de risque de course aux armements en l'absence de conditions politiques, économiques et stratégiques de nature à la provoquer. Une initiative régionale de limitation auto-imposée d'achats d'armes classiques n'est donc pas justifiée. Cela reviendrait à désarmer ceux qui le sont déjà.

Notre préoccupation devrait par contre être la lutte contre la commerce de l'armement qui perpétue le crime organisé et le trafic de stupéfiants. C'est là un problème grave et concret perpétuant une source majeure d'instabilité qui, malheureusement, touche aussi gravement notre région. Seules des mesures fermes et coordonnées prises par la communauté internationale, notamment une vérification et un contrôle plus stricts de la production et de la vente des armes, pourront réduire, voire supprimer ce commerce qui engendre les cartels du crime et conduit à la violence et au désespoir. Le Brésil exhorte tous les pays, notamment ceux de l'hémisphère occidental, à intensifier leur coopération dans la lutte contre le trafic d'armements.

Nous avons fait de grands progrès dans des domaines cruciaux et de plus en plus visibles. Le désarmement et notamment les efforts vers l'élimination des mines terrestres antipersonnel retiennent toujours davantage l'attention de la communauté internationale. Aujourd'hui, nous pouvons parler de réalisations concrètes telles que la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la volonté de la majorité écrasante de la communauté internationale de prendre des engagements fermes, exprimée à la Conférence d'Oslo sur les mines terrestres antipersonnel.

Dans les deux cas, le Brésil a cherché à compléter l'effort de la communauté internationale. C'est là l'idée maîtresse de la décision du Président Fernando Henrique Cardoso de soumettre le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) à l'approbation du Congrès. Le Brésil peut et doit apporter une contribution supplémentaire au désarmement nucléaire. Nous voulons participer de façon constructive aux débats, dans le cadre réalisé par la prorogation indéfinie du TNP, traité du désarmement le plus universel. C'est également l'orientation de notre participation à la Conférence d'Oslo et au processus d'Ottawa. Le Brésil défend fermement l'interdiction des mines terrestres dans tous les types de conflits.

La communauté internationale doit tout faire pour aider les pays pauvres dévastés par la guerre. Ils pâtissent des

effets prolongés et pervers des mines terrestres posées à la légère sur leur territoire. L'interdiction des mines terrestres antipersonnel et leur retrait doivent devenir un engagement effectif de la part de la communauté internationale. Il s'agit d'une question d'éthique, du respect des principes les plus élémentaires du droit humanitaire. Nous espérons que la convention internationale approuvée à Oslo et les engagements importants qu'elle consacre seront acceptés au niveau mondial.

Ces tendances positives pourraient donner l'impression que l'Organisation des Nations Unies est aujourd'hui moins sollicitée qu'il y a 10, 20 ou 50 ans. C'est là une fausse impression. Nous sommes encore sous l'emprise de facteurs de désintégration. Certains d'entre eux sont malheureusement les séquelles de nouvelles tendances mondiales, notamment la marginalisation infranationale et internationale, le crime transnational et les conflits d'intérêt qui se traduisent par la violence et la menace du recours à la force.

La persistance et la tyrannie du terrorisme constituent encore une des menaces les plus graves qui pèsent sur la paix internationale et le développement. Il nourrit le désespoir et la souffrance. Au Moyen-Orient, le terrorisme et l'intolérance mettent en danger un processus de paix qui était auparavant chargé de promesses pour les peuples de la région. Dans d'autres pays, dont certains en Amérique latine, les actes terroristes révèlent l'existence de groupes qui s'ingénient à recourir à des tactiques incompatibles avec les valeurs de civilisation et de dignité humaine. Nous ne devons pas hésiter à condamner ceux qui, au mépris de toutes les valeurs morales, recourent à de lâches actes de violence afin de poursuivre leurs sombres desseins. Le Brésil rejette énergiquement ces pratiques et exhorte la communauté internationale à n'épargner aucun effort dans la lutte contre le terrorisme, quelles que soient la forme qu'il prend ou la prétendue philosophie derrière laquelle il se cache.

En outre, les conflits qui semblaient avoir été surmontés grâce à un esprit de compréhension et une action constructive de la part de l'ONU continuent à manifester des signes de résistance qui appelle une ferme réaction de la communauté internationale. L'Angola en est un exemple. Espoir et promesse ne peuvent constamment être sapés par les facteurs qui ont causé tant de destructions et de souffrances à un peuple vaillant auquel nous, les Brésiliens, nous sentons si étroitement liés. L'Angola constitue en ce moment une épreuve décisive pour l'ONU. Nous ne pouvons accepter l'éventualité d'une régression, si minime fut-elle. Le Brésil, qui préside actuellement la Communauté des

pays lusophones, prie la communauté internationale, et plus particulièrement les membres du Conseil de sécurité, de suivre de très près le processus de paix en Angola. Nous devons tout faire pour veiller à ce que le peuple angolais retrouve la voie du développement dans un contexte de démocratie et de pluralisme.

L'Organisation des Nations Unies a un rôle irremplaçable à jouer dans un monde qui continue de conjuguer forces d'intégration et de coopération et forces de désintégration et d'agression. Mais nous avons permis que l'ONU perde de sa force, en tant qu'instrument de paix et de compréhension universelles et en tant que promoteur de la coopération et du développement. Nous l'avons permis par notre inaction, par l'absence de consensus, par des manoeuvres obstructionnistes et par une politisation excessive des questions. Nous devons réagir face à cette situation. Nous devons revenir à cette notion essentielle qui est notre rôle prépondérant.

Ces dernières années ont montré que la réforme de l'ONU ne peut plus être différée. Nous ne pouvons perdre de vue les grandes questions institutionnelles ni gaspiller davantage une précieuse énergie. Le rapport du Secrétaire général intitulé «Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes» vient opportunément à son heure. Le Gouvernement brésilien accueille ce rapport avec satisfaction et enthousiasme. La force de notre Organisation provient de son universalité et de la généralité de son mandat. L'Organisation des Nations Unies ne doit pas être confinée à des tâches que d'autres organisations internationales ou institutions spéciales sont mieux à même de remplir.

Nous ne pouvons être prisonniers de l'inertie pas plus que nous ne devons condamner nos débats à la stérilité. L'Assemblée générale doit d'urgence élaborer un ordre du jour visant les conditions essentielles à l'établissement d'un rôle pertinent de l'Organisation des Nations Unies dans les relations internationales. Pour qu'elle apporte une différence et joue un rôle de premier plan dans le monde complexe d'aujourd'hui, l'ONU doit retrouver le sens originel de la Charte en s'attachant à sa mission essentielle : le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la promotion de la justice et du droit international, le renforcement de la coopération pour le développement, la protection des droits de l'homme et l'aide humanitaire.

Les États Membres doivent créer les conditions politiques indispensables pour que l'ONU agisse efficacement et s'engager à fixer des priorités et à éliminer le superflu. Ce n'est qu'alors que notre Organisation dans son intégralité — et pas seulement le Secrétariat — sera à même de se

consacrer à ces tâches fondamentales. Le Secrétaire général a assumé un rôle prépondérant en avançant des idées qui doivent faire l'objet d'un débat objectif par tous les États Membres. Le Brésil s'engage à travailler de manière constructive avec M. Kofi Annan sur ses propositions visant au renforcement de l'Organisation.

Le Brésil a participé activement au débat sur la réforme du Conseil de sécurité. Nous avons adopté une approche ouverte et constructive car c'est là pour nous un élément central de la réforme de notre Organisation. Le Brésil a fait valoir sous un angle conceptuel une réforme qui renforcerait globalement le Conseil et les Nations Unies. Elle n'est pas conçue en fonction des intérêts individuels de tel ou tel pays. Nous voulons que le Conseil soit représentatif des réalités internationales contemporaines, comme c'était le cas à ses tout débuts.

La composition du Conseil doit être élargie tant en ce qui concerne les membres permanents — pour tenir compte du monde industrialisé et du monde en développement — que les membres non permanents, afin de permettre à des États intéressés de participer plus fréquemment aux débats du Conseil. Nous rejetons toute discrimination dans la façon dont seront prévus et attribués les nouveaux sièges. Nous ne devons pas créer une troisième ou quatrième catégorie de membre, ce qui affaiblirait et déprécierait la participation du monde en développement, et de l'Amérique latine en particulier, au processus de réforme et à un Conseil élargi.

Nous avons toujours fait valoir que dans le choix de nouveaux membres permanents, nous devons agir avec réalisme et pragmatisme, au moyen d'un processus de sélection démocratique qui mène à une représentation universellement reconnue, sans renoncer à l'appui régional. Le Brésil, par la voix du Président Fernando Henrique Cardoso, a exprimé sa volonté d'accepter les responsabilités qui lui incomberaient en tant que membre permanent du Conseil de sécurité si la communauté internationale le conviait à exercer cette fonction. Auquel cas, le Brésil serait résolu à jouer le rôle de membre permanent en tant que représentant de l'Amérique latine et des Caraïbes. Nous voulons que notre région soit présente au Conseil de sécurité à titre permanent et que, en ayant amplement recours à la consultation et à la coordination, elle ait une voix collective encore plus ferme.

Le Gouvernement brésilien note avec satisfaction que nous nous acheminons, sinon vers un consensus, tout au moins vers l'établissement d'une majorité importante qui soit favorable à certains principes fondamentaux concernant les modalités de la réforme du Conseil de sécurité, notam-

ment l'augmentation du nombre des membres permanents en vue de tenir compte du monde en développement. La proposition faite par l'Ambassadeur Razali, actuellement examinée par le Groupe de travail, constitue une solide base pour le processus de négociation devant aboutir à une décision de l'Assemblée générale. L'Ambassadeur Razali nous a aidés à bien voir à nouveau qu'idéalement la réforme du Conseil sera le moyen de renforcer l'Organisation tout entière. Notre priorité est maintenant de définir la structure la plus appropriée pour un Conseil de sécurité élargi, ce qui doit être notre souci primordial.

La communauté internationale a besoin d'une Organisation des Nations Unies qui soit forte, efficace et continuellement présente. Nous continuerons de compter sur l'organe politique investi de l'universalité et d'une force morale que, dans l'histoire de l'humanité, seule l'ONU a été à même de réunir. Nous devons, à la présente session, montrer que nous sommes déterminés à créer les conditions requises pour que l'ONU soit un instrument efficace de promotion de la paix et de la sécurité internationales. La même direction éclairée que nous avons observée chez le Secrétaire général et l'Ambassadeur Razali a orienté de nombreuses délégations. Les États Membres font clairement montre d'une nouvelle volonté de contribuer de manière constructive au processus de réforme du Conseil de sécurité et à d'autres réformes. Les négociations ont pris un nouvel élan. Il y a un esprit d'initiative, ainsi que des propositions soigneusement élaborées. Nous devons saisir cette occasion unique dans l'histoire de l'ONU. Nous ne devons pas manquer ce moment de l'histoire. La réforme est devenue plus qu'un concept clef; elle est devenue l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies en 1997.

Agissons donc avec cette «urgence criante de l'heure», comme disait Martin Luther King — symbole du rayonnement politique et des forces du changement de notre siècle. «L'heure n'est plus», disait King lors de son célèbre discours,

«au luxe du découragement ni au calmant du graduel.
L'heure est venue ...»

Agissons donc.

Allocution de M. William Jefferson Clinton, Président des États-Unis d'Amérique

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

M. William Jefferson Clinton, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au Président des États-Unis d'Amérique, S. E. M. William Jefferson Clinton, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Clinton (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Il y a cinq ans, lorsque j'ai pris la parole devant cette Assemblée pour la première fois, la guerre froide venait de se terminer et la transition vers une ère nouvelle commençait. Aujourd'hui, ensemble, nous vivons cette transition historique. Nous laissons derrière nous un siècle ayant abondamment montré que l'humanité est capable du pire et son génie du meilleur. Devant nous, à l'aube d'un nouveau millénaire, nous pouvons envisager une ère nouvelle qui échapperait aux moments les plus sombres du XXe siècle, en exploiterait les possibilités les plus brillantes et traverserait des frontières aujourd'hui encore inimaginables.

Nous avons pris un bon départ. Pour la première fois dans l'histoire, plus de la moitié des peuples représentés dans cette Assemblée choisissent librement leurs propres Gouvernements. Les marchés libres se répandent, offrant ainsi à chacun plus de chances et accroissant le bien-être national. Au début du XXIe siècle, plus d'une vingtaine des membres de cette Assemblée — soit plus de la moitié de la population de la Terre — quitteront les rangs des pays à faible revenu.

Des forces puissantes nous rapprochent les uns des autres, modifiant profondément la manière dont nous travaillons, dont nous vivons et dont nous nous mettons mutuellement en rapport. Chaque jour, des millions de nos semblables sur tous les continents utilisent des ordinateurs portables et des satellites pour envoyer en quelques secondes des informations, des produits et de l'argent à travers la planète. Petit à petit, l'ère de l'information grignote les barrières — économiques, politiques et sociales — qui gardaient les gens repliés sur eux-mêmes et imperméables aux idées. La science dissipe les mystères entourant les plus petits des gènes humains, ainsi que le vaste cosmos. Jamais dans l'histoire de l'humanité n'avons-nous eu plus de possibilités de faire de nos peuples qu'ils soient plus sains et plus sages, de protéger notre planète contre la décrépitude et les outrages, et de tirer parti des marchés libres sans pour autant abandonner le contrat social et son souci du bien commun.

Toutefois, les possibilités d'aujourd'hui ne sont pas des garanties pour demain. Nous avons du travail à accomplir.

Les forces de l'intégration mondiale sont une grande marée, qui élimine inexorablement l'ordre établi des choses. Mais nous devons décider de ce qu'elle laissera derrière elle. Les gens redoutent le changement lorsqu'ils en voient le prix à payer mais non pas les avantages. Ils sont sensibles à un protectionnisme mal orienté et aux appels empoisonnés du nationalisme extrême, ainsi que des haines ethniques, raciales et religieuses. Les nouveaux défis écologiques mondiaux exigent que nous trouvions les moyens d'oeuvrer de concert sans altérer nos aspirations légitimes au progrès. Les actes irresponsables d'États dévoyés, l'alliance impie des terroristes, des trafiquants de stupéfiants et des criminels internationaux nous rendent tous vulnérables.

Ces prédateurs du XXIe siècle prospèrent grâce à la libre circulation des informations, des idées et des peuples à laquelle nous sommes attachés. Ils abusent du vaste pouvoir de la technologie pour mettre en place des marchés noirs d'armes, compromettre les agents de la force publique en les corrompant avec d'énormes sommes d'argent d'origine illicite, et pour blanchir les capitaux en appuyant sur le clavier d'un ordinateur. Ces forces-là sont nos ennemies. Nous devons leur faire face ensemble car personne ne peut les vaincre isolément.

Pour saisir les occasions qui s'offrent à nous et agir contre les menaces de cette nouvelle ère mondiale, il nous faut adopter une nouvelle stratégie de la sécurité. Depuis cinq ans, les pays ont commencé à mettre en place une telle stratégie grâce à un nouveau réseau d'institutions et d'accords, avec des missions précises, mais un objectif commun : garantir et renforcer les acquis de la démocratie et des marchés libres tout en refoulant leurs ennemis.

Nous voyons cette stratégie prendre forme sur tous les continents : dans des alliances militaires élargies, comme l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), son Partenariat pour la paix et ses partenariats avec une Russie démocratique et une Ukraine démocratique; dans les accords de libre échange comme l'Organisation mondiale du commerce et l'Accord sur la technologie de l'information, et dans le mouvement opéré vers des zones de libre échange par des pays dans les Amériques, dans la région de l'Asie et du Pacifique et ailleurs dans le monde; dans les régimes rigoureux de contrôle des armements, comme la Convention sur les armes chimiques et le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires; dans les coalitions multinationales avec une tolérance nulle à l'égard du terrorisme, de la corruption, du crime et du trafic de stupéfiants; et dans des

engagements internationaux contraignants pour protéger l'environnement et garantir le respect des droits de l'homme.

Par ce réseau d'institutions et d'accords, les pays élaborent des règles du jeu internationales pour le XXI^e siècle, jetant les assises de la sécurité et de la prospérité pour ceux qui y vivent, tout en isolant ceux qui les défient de l'extérieur. Ce système n'évoluera et ne durera que si ceux qui suivent les règles de la paix et de la liberté en tirent entièrement profit. Ce n'est qu'alors que les peuples croiront qu'ils ont vraiment intérêt à appuyer et à renforcer le système international en création.

L'ONU doit jouer un rôle de premier plan dans cet effort, pour combler les lacunes de cette nouvelle ère mondiale. Les missions fondamentales qu'elle a menées au cours de son premier demi-siècle d'existence seront tout aussi pertinentes au cours du prochain demi-siècle : la recherche de la paix et de la sécurité, la promotion des droits de l'homme, et le passage des peuples de la pauvreté à la dignité et à la prospérité grâce au développement durable.

Conçue dans le chaudron de la guerre, l'ONU doit avoir pour première tâche de poursuivre sa quête de la paix et de la sécurité. Pendant 50 ans l'ONU a contribué à prévenir la guerre mondiale et l'holocauste nucléaire. Malheureusement, des conflits entre les nations, et au sein des nations, se poursuivent. Depuis 1945 jusqu'à aujourd'hui, ils ont coûté 20 millions de vies. Seulement depuis la fin de la guerre froide, chaque année il y a eu plus de 30 conflits armés dans lesquels plus de 1 000 personnes ont perdu la vie — y compris, bien entendu, 250 000 personnes tuées en ex-Yougoslavie et plus de 500 000 au Rwanda.

Des millions de tragédies personnelles dans le monde nous mettent en garde contre le fait que nous ne pouvons pas être indifférents ou satisfaits; des troubles qui ont lieu dans une région éloignée peuvent devenir un fléau pour tout le monde. Dans le monde entier, les peuples se félicitent de l'évolution chargée d'espérance de la situation en Irlande du Nord, déplorent les pertes de vies innocentes et l'arrêt du processus de paix au Moyen-Orient et attendent le règlement des divergences existant sur la péninsule coréenne, entre la Grèce et la Turquie ou entre les grandes nations de l'Inde et du Pakistan au moment où elles commémorent le cinquantième anniversaire de leur naissance.

L'ONU continue d'empêcher que le sang ne coule dans de nombreux pays : en El Salvador et au Mozambique; en Haïti et en Namibie; à Chypre; et en Bosnie, où beau-

coup reste à faire mais peut encore être fait car le sang a cessé de couler.

L'état de services de l'ONU s'est soldé par des sacrifices. La semaine dernière seulement nous avons perdu certains de nos meilleurs fils et filles dans l'accident d'un hélicoptère des Nations Unies en Bosnie. Il y avait cinq Américains, cinq Allemands, un Polonais et un Britannique — tous des citoyens du monde que nous essayons de créer, et chacun était un serviteur désintéressé de la paix. Leur décès est une grande perte pour le monde.

En ce moment même, l'ONU maintient la paix dans 16 pays, souvent en partenariat avec des organisations régionales, comme l'OTAN, l'Organisation des États américains, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, évitant des conflits plus importants et des souffrances plus atroces encore. Notre engagement partagé en faveur d'une formation des forces des Nations Unies au maintien de la paix qui soit plus réaliste, un rôle plus important pour la police civile et une meilleure intégration entre les institutions militaires et civiles — tout cela permettra à l'ONU de mieux accomplir ses missions au cours des prochaines années.

En même temps, nous devons améliorer les capacités de l'ONU d'aider la paix à se maintenir lorsqu'un conflit est terminé. L'ONU ne peut édifier des nations, mais elle peut aider les nations à s'édifier en encourageant les institutions légitimes de gouvernement, en surveillant les élections et en jetant une base solide pour le relèvement économique.

Cette semaine, le Conseil de sécurité tiendra une séance ministérielle sans précédent sur la sécurité en Afrique, que notre Secrétaire d'État aura l'honneur de présider et à l'occasion de laquelle le Président Mugabe, qui est également Président de l'Organisation de l'unité africaine, prendra la parole. Cette séance mettra en exergue le rôle que l'ONU peut et doit jouer pour prévenir la survenance de conflits dans ce continent où les progrès remarquables accomplis sur la voie de la démocratie et du développement coexistent avec un nombre toujours trop grand de discordes, de maladies et de malheurs.

Au XXI^e siècle, notre sécurité sera de plus en plus mise en danger par des groupes étroitement liés les uns aux autres qui s'adonnent à la terreur, au crime organisé et à la contrebande de stupéfiants. Déjà, ces syndicats internationaux du crime et de la drogue drainent les économies légitimes en prélevant jusqu'à 750 milliards de dollars par an; une somme qui dépasse le PNB combiné de plus de la moitié des pays présents dans cette salle. Ces groupes

menacent de saper la confiance mise dans les démocraties et les économies de marché, nouvelles et fragiles, dont nombre d'entre nous s'attachent à promouvoir l'existence à long terme au prix de tant d'efforts.

Il y a deux ans, j'ai demandé à tous les Membres de cette Assemblée générale de s'associer pour lutter contre ces forces. Je me félicite de l'adoption récente par l'Organisation des Nations Unies d'une résolution invitant ses Membres à adhérer aux grandes conventions internationales destinées à lutter contre le terrorisme, ce qui indique clairement l'émergence d'un consensus international s'accordant à reconnaître que le terrorisme est toujours un crime et ne saurait être considéré comme un acte politique justifiable. Plus les pays seront nombreux à signer ces conventions, moins les terroristes trouveront d'endroits où fuir et se cacher. J'approuve en outre les mesures que les États Membres prennent en vue d'appliquer la Déclaration des Nations Unies sur le crime et la sécurité publique que les États-Unis ont proposée il y a deux ans. Cette déclaration prévoit une coopération accrue en matière d'extradition et de saisie des avoirs, de fermeture des marchés parallèles d'armes et de faux documents, de lutte contre la corruption et d'amélioration des normes relatives aux agents de la force publique dans les nouvelles démocraties, pour renforcer le droit de chaque citoyen à la sécurité fondamentale.

Du fait de la progression de ces syndicats internationaux du crime, il est d'autant plus urgent que nous déployions des efforts conjoints pour éliminer les armes de destruction massive. Nous ne pouvons pas permettre qu'elles tombent ou restent dans les mains de criminels. Dans ce domaine également, l'ONU doit jouer un rôle de premier plan comme elle l'a déjà fait — à commencer par la Commission spéciale des Nations Unies en Iraq jusqu'à l'Agence internationale de l'énergie atomique, dont le système d'inspection mondial est aujourd'hui le plus vaste système jamais conçu pour surveiller le respect des accords relatifs à la maîtrise des armements.

Lorsque nous nous sommes rencontrés ici l'an dernier, j'ai eu l'honneur d'être le premier des 146 dirigeants à signer le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires qui consacrait notre engagement à mettre fin à tous les essais nucléaires à tout jamais, au prix d'une lutte particulièrement longue et difficile dans l'histoire de la maîtrise des armements. Ce traité contribuera à empêcher les puissances nucléaires de mettre au point des armes plus perfectionnées et plus dangereuses et à limiter la possibilité pour d'autres États de se procurer ces types d'armes. J'ai le plaisir d'annoncer que j'envoie aujourd'hui ce traité qui revêt la plus haute importance devant le Sénat des États-

Unis pour ratification. Nous devrions avoir pour objectif commun de promouvoir l'entrée en vigueur de ce traité dès que possible et je demande à chacun des Membres d'appuyer les efforts en ce sens.

La deuxième mission fondamentale de l'ONU doit consister à défendre et à élargir le respect des droits universels de la personne humaine, ainsi qu'à aider les démocraties à conserver les gains remarquables qui ont été obtenus. Il y a 50 ans, la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies a établi que la communauté internationale reconnaît à chacun le droit d'être traité avec dignité, d'exprimer ses propres opinions et de choisir ses dirigeants. Ces droits sont universels, ils ne sont pas attachés à l'Amérique, à l'Occident ou aux pays développés, ils sont inhérents à chacun des peuples de l'humanité tout entière.

Au cours des dernières décennies, ces droits sont devenus une réalité pour un plus grand nombre de peuples que jamais, de l'Asie à l'Afrique, en passant par l'Europe et les Amériques. Dans un monde qui relie les riches et les pauvres, le Nord et le Sud, les villes et les campagnes, grâce à un réseau électronique d'images partagées en temps réel, plus ces droits universels seront répandus, plus ceux qui n'en bénéficient pas, les exigeront. Armés de photocopieurs et de télécopieurs, du courrier électronique et du réseau Internet, appuyés par une communauté toujours plus importante d'organisations non gouvernementales, ils feront connaître leurs revendications en répandant l'esprit de liberté qui, comme nous l'a montré l'histoire de ces 10 dernières années, prévaudra finalement.

L'ONU doit être prête à réagir, non seulement en fixant des normes mais en les appliquant. Pour éviter les abus, il faut renforcer les opérations de terrain de l'ONU et les systèmes d'alerte avancée. Pour consolider les institutions démocratiques, qui sont les meilleures garantes des droits de l'homme, nous devons mener des programmes qui favorisent l'émergence de nouvelles institutions juridiques, parlementaires et électorales. Pour punir ceux qui se rendent coupables de crimes contre l'humanité et encourager une justice qui favorise une paix durable, nous devons continuer d'apporter un soutien actif aux tribunaux des crimes de guerre des Nations Unies et aux commissions chargées d'enquêter sur la vérité. Avant la fin du siècle, nous devons mettre en place un tribunal international permanent pour poursuivre les violations les plus graves du droit humanitaire.

Les États-Unis se félicitent des efforts que déploie le Secrétaire général pour renforcer le rôle des droits de

l'homme au sein du système de l'ONU et du choix remarquable de Mary Robinson comme nouveau Haut Commissaire aux droits de l'homme. Nous ferons de notre mieux pour veiller à ce qu'elle dispose de tout le soutien dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat.

Enfin, l'ONU a la responsabilité particulière de veiller à ce que, tout en créant davantage de richesses, l'économie mondiale ne suscite des disparités croissantes entre nantis et démunis, ni ne représente une menace pour l'environnement mondial, qui est notre demeure commune. Le progrès n'est pas encore un partenaire universel. Plus de la moitié de la population du monde se trouve à deux jours de marche d'un téléphone et est littéralement coupée de l'économie mondiale. Des dizaines de millions de personnes n'ont pas accès à l'éducation, à une formation et aux compétences dont elles ont besoin pour tirer le meilleur parti possible de leurs talents innés.

Les hommes et les femmes de l'ONU ont des compétences élevées dans toute la gamme des activités humanitaires et des programmes de développement. Chaque jour, ils font la différence. Nous le voyons dans les corps repus des enfants qui auparavant mouraient de faim ... dans les vies épanouies de ceux qui ont été vaccinés contre la maladie ... dans les regards brillants d'enfants qui, grâce à l'éducation, découvrent le trésor inépuisable des connaissances humaines ... dans les réfugiés qui ont reçu des soins et qui rentrent chez eux ... dans la santé rétablie des rivières et des lacs.

L'ONU doit s'attacher encore davantage à transférer les ressources de la main tendue à la main active, à doter les personnes des outils dont elles ont besoin pour façonner au mieux leur propre destin. La diffusion des idées, de l'éducation et des technologies, qui constituent la véritable richesse des nations, est le meilleur moyen de donner à tous une chance de réussir.

Il importe que l'ONU continue de jouer un rôle de premier plan pour veiller à ce que les progrès d'aujourd'hui ne soient pas réalisés au détriment du lendemain. Lorsque les nations du monde se réuniront une nouvelle fois en décembre prochain à Kyoto pour participer à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, chacun d'entre nous — pays développés et pays en développement — devra saisir cette occasion pour inverser la tendance des émissions de gaz à effet de serre afin que nous puissions léguer à nos enfants une planète saine.

Dans ces efforts, l'ONU ne peut ni ne doit plus agir seule. Des formes nouvelles de partenariat avec le secteur

privé, les ONG et les institutions financières internationales pourraient contribuer de manière remarquable à améliorer l'efficacité de l'Organisation. La semaine dernière, un Américain réellement visionnaire, Ted Turner, a fait un don remarquable pour appuyer les programmes humanitaires et les programmes de développement des Nations Unies. Son geste démontre qu'il existe une possibilité de partenariat entre l'ONU et le secteur privé, sous forme de contributions en temps, en ressources et en compétences. J'espère que d'autres suivront son exemple.

Dans ce domaine comme dans d'autres, le Secrétaire général mène activement la réforme la plus ambitieuse de l'histoire de l'ONU, qui n'a pas pour seule fin de réduire la taille de l'Organisation mais plutôt de la rendre plus efficace. Les États-Unis appuient fermement le rôle de premier plan que joue le Secrétaire général en menant ces réformes. Il importe d'adopter le programme de réforme du Secrétaire général au cours de la présente session.

À chaque fois que j'ai pris la parole devant cette Assemblée, le problème des arriérés dus par mon pays a remis en question notre engagement à l'égard des Nations Unies. Les États-Unis comptent parmi les Membres fondateurs de l'ONU. Nous sommes fiers d'être le pays hôte de cette Organisation. Nous avons foi dans ses idéaux. Et nous continuons d'être, comme par le passé, le pays qui verse la contribution la plus élevée. Nous avons à coeur de voir que l'ONU mène à bien sa mission au XXI^e siècle.

Cette année, pour la première fois depuis que je suis Président, nous avons la possibilité de régler définitivement la question des dettes et des arriérés une fois pour toutes et d'assurer ainsi à l'ONU une base financière plus solide pour l'avenir. C'est pour moi une priorité d'oeuvrer avec notre Congrès à une législation d'ensemble qui nous permettrait de payer l'essentiel de nos arriérés et d'assurer le financement intégral de la quote-part des États-Unis au cours des prochaines années. Les mesures prises par notre Congrès pour régler ce problème montrent un ferme attachement bipartite à l'ONU et au rôle que jouent les États-Unis au sein de l'Organisation. Dans le même temps, nous attendons des États Membres qu'ils adoptent un barème des quotes-parts plus équitable. Je voudrais dire également que nous appuyons fermement l'élargissement du Conseil de sécurité pour donner à un plus grand nombre de pays une voix dans l'instance la plus importante de l'ONU. Par un partage plus équitable des responsabilités dans ses succès, nous pouvons rendre l'Organisation plus forte et plus démocratique qu'elle ne l'est aujourd'hui. Je demande à l'Assemblée générale d'agir sur ces propositions cette année pour que nous puissions progresser ensemble.

À l'aube d'un nouveau siècle prometteur mais non sans périls, nous avons plus que jamais besoin d'une Organisation des Nations Unies où les personnes de raison pourront oeuvrer ensemble sur des problèmes communs et prendre des mesures pour s'y attaquer, où les nations de bonne volonté pourront s'associer dans la lutte pour la liberté et la prospérité et où nous pourrions façonner un avenir de paix, de progrès et de protection de la planète. Nous avons les connaissances, nous avons l'intelligence, nous avons l'énergie et les ressources pour accomplir ce travail qui nous attend. Nous construisons les réseaux nécessaires de coopération. La grande question qui se pose est de savoir si nous avons la vision et le cœur nécessaires pour imaginer un avenir qui soit différent du passé, pour nous libérer des modèles destructeurs de relations que nous entretenons les uns avec les autres et au sein de nos propres nations et pour connaître un avenir qui soit différent.

Un nouveau siècle dans un nouveau millénaire est imminent. Nous sommes littéralement présents dans cet avenir, et c'est un cadeau remarquable que nous avons l'obligation de laisser à nos enfants.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président des États-Unis d'Amérique de la déclaration qu'il vient de prononcer.

M. William Jefferson Clinton, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 9 de l'ordre du jour (suite)

Débat général

Allocution de M. Poul Nyrup Rasmussen, Premier Ministre du Royaume du Danemark

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Royaume du Danemark.

M. Poul Nyrup Rasmussen, Premier Ministre du Royaume du Danemark, est escorté à la tribune.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies au Premier Ministre du Royaume du Danemark, M. Poul Nyrup Rasmussen, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Rasmussen (Danemark) (*interprétation de l'anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis de dire qu'un discours sera prononcé demain par le Ministre des affaires étrangères du Luxembourg, au nom de l'Union européenne. Je voudrais également féliciter le Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine, à l'occasion de son élection à la présidence de l'Assemblée générale.

Je voudrais indiquer qu'il y a 30 ans, un Premier Ministre danois, M. Jens Otto Krag, prononçait l'allocution annuelle à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale. On ne saurait comparer les défis d'aujourd'hui à ceux d'alors, même s'ils ne sont pas moins complexes et moins vastes. Pour relever ces défis, les Nations Unies doivent s'adapter; elles doivent faire l'objet de réformes, changer et se moderniser. C'est pour cette raison que les réformes doivent constituer une priorité de cette session de l'Assemblée générale. C'est aussi la raison, en toute humilité, qui m'a amené ici, afin d'apporter mon appui au Secrétaire général et à l'Assemblée générale, et de faire ce que je peux au nom de mon pays afin que nous puissions atteindre notre objectif à la fin de cette session et aider à prendre des décisions indispensables pour moderniser et réformer.

Depuis la vingt-deuxième session, il y a 30 ans, nous avons connu des déceptions. Il y a eu des guerres civiles. Nous avons connu des contrariétés, des revers et d'immenses souffrances. Nous avons cependant vu aussi la lumière. Nous avons vu la paix là où la guerre faisait rage. Nous avons vu d'anciens ennemis coexister en paix. Nous avons vu disparaître l'apartheid. Nous avons vu tomber le mur de Berlin. Des opprimés sont sortis de prison et ont été élus à la tête de leur État, et ils figurent parmi les dirigeants les plus éminents. Nous avons vu les vents du changement souffler sur des continents entiers.

Voici ce que je pense : si notre génération ne peut croire en l'impossible, qui le pourra? Si notre génération ne peut prendre les décisions qui s'imposent, qui d'autre le pourra? Tout bien pesé, je crois que c'est d'une importance cruciale pour l'Organisation des Nations Unies.

Réformer l'Organisation des Nations Unies, ce n'est pas seulement mieux utiliser de maigres ressources. C'est également, ce qui est plus important encore, renforcer et revitaliser l'Organisation de sorte qu'elle puisse exercer ses activités de base de manière plus efficace et relever les défis du futur. La réforme doit être plus proche du peuple, une réforme plus proche des organisations non gouvernementales et parlementaires, une réforme qui unisse les gouvernements, les Nations Unies et les peuples.

Les activités de base et les priorités sont très clairement décrites dans le programme de réformes du Secrétaire général. Avec beaucoup de précision et de clarté, le Secrétaire général a défini les éléments de programme auxquels mon gouvernement souscrit entièrement : paix et sécurité, affaires économiques et sociales; coopération pour le développement; affaires humanitaires; et, en tant qu'activité recoupant les autres, les droits de l'homme — car ce sont les droits de l'homme qui font des Nations Unies les Nations Unies des peuples. Ces fonctions de base de l'Organisation sont interdépendantes et s'appuient mutuellement. Aucun financement ne sera à l'origine d'un développement durable sans la paix, une bonne gestion des affaires publiques et le respect des droits de l'homme. Aucun de nos efforts en matière de paix et de sécurité ou d'assistance humanitaire n'aura d'effet durable s'ils ne sont également déployés en vue de créer un développement durable.

Le Danemark accorde son plein appui au programme de réformes du Secrétaire général. Nous estimons que le programme, dans son intégralité, est une contribution importante tendant à renforcer l'Organisation, à la rendre plus apte à réagir, plus légitime et efficace. Je prends également note de l'intention du Secrétaire général de motiver davantage les employés des Nations Unies et de réduire l'écart entre le Secrétaire général et tous ceux qui oeuvrent à nos objectifs et cause communs, ici, dans cette maison et de par le monde.

La réforme consiste à transférer des ressources vers des fonctions de base de l'Organisation : transfert de ressources de l'administration vers le développement — en bref, maximiser le bénéfice tiré des ressources allouées aux niveaux central, national et local.

Le programme de réformes constitue un tout. L'Assemblée devrait le traiter comme tel. Le programme dans son ensemble devrait recevoir l'aval politique de l'Assemblée dans les semaines à venir. Mon pays souscrit pleinement et entièrement à l'ensemble du programme.

Un travail de pionnier a été réalisé sur la voie de la réforme du Conseil de sécurité. L'élargissement de la composition du Conseil de sécurité est essentiel afin d'en renforcer la légitimité. Dans le même temps, son efficacité et sa capacité de prise de décisions doivent être sauvegardées. Mais — et je crois qu'il y a tout de même un «mais» —, nous devons nous unir pour réformer. Nous sommes réunis pour réformer, pour ouvrir un nouveau chapitre de la réforme et de la modernisation de l'Organisation.

Il faut dire qu'aucune institution ne peut s'acquitter de ses fonctions sans une base financière saine. L'acquittement par les États Membres de leurs obligations financières doit être considéré comme la mesure de leur attachement aux Nations Unies. Je ne suis pas un milliardaire, je ne suis probablement même pas un millionnaire. Je suis Premier Ministre de mon pays et je sais comment faire. Je connais, au nom de mon pays, nos obligations. Je sais aussi, au nom de mon pays, quelles sont ses obligations financières. J'espère donc que cette session constituera un tournant décisif pour tous les pays Membres des Nations Unies, car pour qu'il y ait une base financière saine, il faut tout d'abord et avant tout que les États Membres s'acquittent de leurs contributions en totalité, à temps et sans condition. Les contributions des États Membres doivent être fondées sur leur capacité de payer. Par conséquent, comme nous l'avons fait pour le processus de réforme, unissons-nous pour financer l'Organisation au seuil du nouveau siècle.

L'instabilité politique, la violence et l'effondrement des structures de la société se sont traduits par des mouvements massifs de populations de réfugiés. De nombreuses personnes — des millions de personnes — ont fui loin de chez elles. Nous sommes profondément préoccupés par cette situation. Nous devons faire de notre mieux pour soutenir les organisations humanitaires dans leurs efforts visant à aider les réfugiés et autres personnes déplacées aussi près que possible de leur environnement local, aussi près que possible de leur foyer.

Pourtant, les réfugiés et d'autres personnes déplacées ne peuvent regagner leur foyer tant que des mines antipersonnel continuent d'être disséminées dans les campagnes, tant que les êtres humains sont blessés ou tués par milliers lorsqu'ils travaillent leurs terres, tant que les enfants ne peuvent aller à l'école sans risquer de perdre un membre sur leur chemin.

Monsieur le Secrétaire général, vous l'avez dit vous-même dans votre discours à Oslo : vous avez souligné que la présence même, ou la simple crainte de la présence, d'une seule mine peut arrêter le travail dans tout un village, dans un champ, peut rendre la survie et la vie dans des conditions acceptables impossibles pour des familles ou des villages entiers. Il faut se rendre compte que, sans les mines, certains pays pourraient doubler ou tripler leur production agricole et par là devenir autosuffisants. Nous devons nous débarrasser de ces mines antipersonnel et aujourd'hui plutôt que demain.

J'attends avec impatience le jour où la dernière mine antipersonnel sera produite. Ce sera un jour faste pour

l'humanité. J'attends le jour où la dernière mine antipersonnel aura été enlevée. Ce sera un jour faste pour l'humanité, et ce jour doit venir bientôt. J'attends le jour où une convention des Nations Unies règlera cette question de sorte que nous n'entendions plus parler d'elle.

Nous devons également oeuvrer à améliorer les conditions essentielles de vie pour les gens ordinaires dans les zones de conflit. Ce n'est que de la sorte que nous pouvons empêcher qu'ils ne deviennent des réfugiés permanents.

L'an dernier, nous avons vu une fois encore avec quelle rapidité les crises peuvent éclater dans différentes régions du monde. La communauté internationale doit donc être en mesure de réagir rapidement et à l'unisson afin de prévenir l'expansion de la violence et des souffrances humaines. Comme l'a remarqué le Secrétaire général, le Danemark a pris l'initiative de créer une brigade multinationale en état d'alerte avancée (SHIRBRIG) dans le contexte des accords standby des Nations Unies. L'élément de planification de la brigade a été officiellement installé par le Secrétaire général au début de ce mois, dans mon pays. Cette initiative vise à accroître la capacité de réaction rapide et doit se poursuivre. Les améliorations apportées à la capacité de planification des Nations Unies sont en cours et permettront de réduire le temps global de réaction.

Les capacités dans d'autres domaines doivent également être renforcées. La police civile s'est avérée d'une importance cruciale dans de nombreuses opérations récentes. Nous devons améliorer tant les capacités que la formation des officiers de police civile.

L'année prochaine nous célébrerons le cinquantième anniversaire d'une réalisation notoire dans l'histoire de l'humanité : l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948. Le noble objectif de la Déclaration est la protection des individus — et non pas les intérêts des États. Tous les êtres humains sont égaux et méritent d'être protégés de façon égale contre les mauvais traitements. Par conséquent les normes de la Déclaration sont, de par leur nature même, universelles. Le non-respect des droits de l'homme, quel qu'il soit, est inacceptable et indique un manque de respect de la dignité humaine.

S'agissant de la question de la crédibilité, je souhaite souligner qu'il faut également établir une relation entre la violence et les violations des droits de l'homme et leurs conséquences. Je pense, donc, qu'un événement important récent depuis l'adoption de la Déclaration est la création du Bureau du Haut Commissaire pour les droits de l'homme.

Je souhaite la bienvenue au nouveau Haut Commissaire, Mme Mary Robinson. Elle bénéficiera de notre plein appui dans les efforts qu'elle déploiera pour promouvoir et assurer le respect universel des droits de l'homme.

Mais le respect des droits de l'homme exige également le respect de la justice internationale. Après les procès de Nuremberg nous pensions tous qu'il n'y aurait jamais plus d'holocauste, et pourtant de nouveaux génocides hantent nos esprits. C'est pourquoi, nous avons besoin d'un tribunal pénal international permanent. Nous ne permettrons pas que les crimes contre l'humanité restent impunis. C'est une question fondamentale de crédibilité, une question fondamentale de justice. Il est essentiel de fixer une date précise pour une conférence diplomatique en 1998, afin de maintenir l'élan acquis pour la création rapide du tribunal, d'ici la fin de la décennie.

La nécessité de venir en aide aux pays les plus pauvres est plus importante que jamais. Les pays les plus pauvres n'ont pas, je pense, attiré suffisamment les courants de capitaux privés, et n'ont pas la possibilité de bénéficier de la libéralisation du commerce international. Il est temps d'agir. Il est temps de réduire l'écart qui existe entre la rhétorique et l'action. Je rappelle à l'Assemblée le Sommet pour le développement social qui s'est tenu à Copenhague, je me souviens des obligations auxquelles nous avons souscrit à cette occasion et comment nous avons envisagé de réduire l'écart entre la rhétorique et l'action pratique. L'éducation, la santé et la participation des femmes sont fondamentales.

Le rôle du système des Nations Unies dans le domaine du développement économique et social est indispensable. Je tiens, en particulier, à souligner l'importance de l'ONU en tant qu'organisation agissant avec un mandat universel et sur la base d'une approche globale du développement durable, de la sécurité et d'une saine conduite des affaires publiques. Qu'il me soit permis de mentionner, à titre d'exemple, la Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Beijing. La tâche première du système des Nations Unies devrait être d'assurer un suivi efficace de ces conférences.

L'ONU devrait être à l'avant-garde des efforts mondiaux visant à assurer un développement durable pour tous. Et pourtant, soyons directs, clairs et honnêtes. Les institutions des Nations Unies chargées du développement sont entièrement tributaires de contributions volontaires, et celles-ci n'ont malheureusement fait que décroître ces dernières années. Je pense qu'il est honnête de dire que les institutions des Nations Unies elles-mêmes qui s'occupent

de développement, sont en partie responsables de la crise de financement qui se fait jour. Trop souvent, elles n'ont pas coopéré. De nombreux donateurs ont été frustrés de voir les institutions des Nations Unies chargées du développement se livrer à une concurrence coûteuse à la recherche de fonds. Le simple fait qu'il n'ait pas été possible jusqu'à maintenant pour les institutions des Nations Unies de disposer de locaux communs dans un pays illustre cette situation.

Ici, à nouveau, je pense que les propositions de réforme du Secrétaire général représentent une contribution importante visant à redresser cette situation déplorable. Efforçons-nous d'avoir un local commun de l'ONU dans chaque pays, et faisons en sorte que les institutions des Nations Unies coopèrent efficacement au lieu de se faire concurrence. C'est là la vision que nous voulons poursuivre et appuyer.

Les très nombreux problèmes auxquels les minorités sont en butte dans le monde, et en particulier les populations autochtones, doivent être traités d'une manière cohérente. Nous devons faire en sorte que les populations autochtones exercent une influence réelle sur les questions qui les intéressent.

C'est pourquoi, mon pays, le Danemark, — en coopération étroite avec la population autochtone du Groenland — a demandé à l'ONU et à ses États Membres d'établir, dans le cadre du Conseil économique et social, une instance permanente pour les populations autochtones. Cette instance devrait avoir un large mandat englobant une vaste gamme de questions. Les populations autochtones elles-mêmes devraient être assurées de pouvoir participer activement et efficacement à sa création et à son fonctionnement.

L'ONU représente l'avenir pour nous tous sur cette terre — un avenir qui peut être meilleur grâce à une coopération plus étroite avec les organisations régionales. Cette coopération doit être renforcée. Depuis les changements politiques survenus en Europe dès la fin des années 80, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) joue un rôle important dans cette région. Ce rôle est l'expression naturelle de son statut en tant qu'accord régional au titre du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. L'OSCE coopère étroitement avec l'ONU dans un certain nombre de domaines. En assumant ses responsabilités dans sa propre zone géographique, l'OSCE contribue à la capacité des Nations Unies de faire face à des crises en d'autres lieux.

En tant que Président en exercice de l'OSCE, le Ministre des affaires étrangères du Danemark a accordé un haut rang de priorité au renforcement des relations entre l'OSCE et l'ONU. Nous avons des rapports fréquents avec le Secrétaire général et nous avons encouragé l'établissement de relations plus étroites entre les secrétariats.

Qu'il me soit permis de conclure. L'heure de la réforme est venue, comme l'a si bien dit le Secrétaire général et, à cet égard, je voudrais faire trois observations.

Tout d'abord, je pense que le programme de réforme présenté par le Secrétaire général mérite notre plein appui. S'il est adopté, il permettra à l'Organisation de mieux se porter, ce qui s'impose pour notre avenir commun. Prenons la décision et assurons-en le suivi.

Ensuite nous avons besoin de l'ONU, et l'ONU a besoin de nous. Nous devons assurer le financement nécessaire à l'Organisation mondiale et au développement de ses institutions. Nous devons le faire pour que le monde soit un monde meilleur et plus sûr. Chaque État Membre doit payer en totalité, à temps, sans conditions.

Enfin, je pense que nous devons nous attaquer aux héritages négatifs du passé. Nous ne pouvons régler le problème des réfugiés et des personnes déplacées sans qu'il leur soit possible de retourner dans leurs foyers. Ils ne pourront le faire, et ne le feront pas, tant que leur bien-être physique sera menacé par des mines antipersonnel inhumaines, et aussi longtemps que leur avenir politique sera menacé par des criminels de guerre qui n'ont pas été traduits en justice.

Les droits de l'homme ne sont pas simplement des mots. Vivre en sécurité doit également être un droit de l'homme. Au Sommet mondial sur le développement social de Copenhague, nous avons dit, «On ne peut plus avoir d'États qui soient sûrs sans que les peuples y vivent en sécurité». C'est ce que nous voulons que l'ONU nous aide à réaliser.

Notre monde n'est pas parfait, mais je reste optimiste. Avec l'ONU comme organisation pour le peuple et par le peuple, nous pouvons faire que ce monde soit meilleur. Oeuvrons de concert pour faire du XXI^e siècle un siècle plus heureux.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre du Royaume du Danemark de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Poul Nyrup Rasmussen, Premier Ministre du Royaume du Danemark, est escorté de la tribune.

Allocution de l'honorable général de division Sitiveni Ligamamada Rabuka, Premier Ministre, Ministre chargé des responsabilités spéciales pour la révision de la Constitution et Ministre du développement régional et des affaires multiethniques de la République des Fidji

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'honorable général de division Sitiveni Ligamamada Rabuka, Premier Ministre, Ministre chargé des responsabilités spéciales pour la révision de la Constitution et Ministre du développement régional et des affaires multiethniques de la République des Fidji.

L'honorable général de division Sitiveni Ligamamada Rabuka, Premier Ministre, Ministre chargé des responsabilités spéciales pour la révision de la Constitution et Ministre du développement régional et des affaires multiethniques de la République des Fidji, est escorté à la tribune.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue au Premier Ministre, Ministre chargé des responsabilités spéciales pour la révision de la Constitution et Ministre du développement régional et des affaires multiethniques de la République des Fidji, S. E. l'honorable général de division Sitiveni Ligamamada Rabuka, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le général de division Rabuka (Fidji) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, mon pays et ma délégation vous félicitent chaleureusement de votre élection à la présidence de la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale. Votre élection à ce haut poste est un hommage rendu à vous-même et à votre grand pays, l'Ukraine. Je tiens à vous assurer de l'entière coopération de ma délégation pendant l'exercice de votre mandat.

J'ai également le grand plaisir d'exprimer notre profonde reconnaissance et toute notre appréciation au Président sortant de la cinquante et unième session de l'Assemblée générale, l'Ambassadeur Razali Ismail de la Malaisie, qui a présidé la session avec talent, avec compétence et un sens élevé de la diplomatie, et s'est distingué par le dévouement et l'exécution minutieuse des tâches qui lui incombaient, grâce auxquels il a dirigé la session avec fermeté.

J'ai également le plaisir d'exprimer nos sincères félicitations au nouveau Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan. Ma délégation est convaincue que M. Annan apportera une contribution considérable au rôle et aux responsabilités de l'ONU dans les affaires internationales ainsi qu'à la gestion de l'Organisation. Nous l'assurons une fois de plus de notre pleine coopération pendant l'exercice de son mandat.

Le plus grand défi auquel notre monde est aujourd'hui confronté est le développement économique, en particulier la promotion de la croissance économique durable avec un développement social équitable, particulièrement dans les pays en développement du monde. Pour des petits États insulaires en développement comme les Fidji, et pour un grand nombre de pays en développement du monde en général, il nous faut un environnement économique international qui s'appuie sur la justice économique. Nous avons besoin d'un environnement économique international qui permette d'assurer une vie meilleure dans tous les pays du monde et pas uniquement dans quelques-uns. Le rythme très lent du développement économique et même l'absence d'une telle évolution dans un grand nombre de pays du monde, assaillis par les maux que sont le chômage et la pauvreté, constituent des menaces à la paix et la sécurité internationales.

Ce très grand défi devient de plus en plus grave alors que le développement économique se trouve retardé par un certain nombre de politiques, de tendances et de mesures unilatérales qui envahissent notre monde aujourd'hui. Nos politiques, plans et programmes de développement sont gravement érodés par les difficultés à accéder aux marchés des pays développés, par la détérioration des termes de l'échange, par des courants insuffisants de capitaux pour l'investissement, par le poids toujours plus lourd de la dette, par des tendances protectionnistes, par une ambivalence dans le transfert des technologies et par la volatilité des taux de change. De petits pays comme le mien, et en fait tous les pays en développement, n'ont aucune influence réelle sur ces questions, si ce n'est en tant que victimes.

La Charte des Nations Unies demande que soit promu le progrès économique et social international de tous les peuples. Le principe de la justice économique s'y rattache implicitement, sinon explicitement. En tant que Membres des Nations Unies, nous avons une obligation collective morale et humanitaire de nous entraider et de nous assister mutuellement. Nous avons un devoir collectif de faire de ce monde un monde meilleur. Le moment est venu pour les pays développés du monde, et pour toutes les organisations internationales qui peuvent apporter une contribution, de

coopérer et de garantir la justice en aidant les pays en développement qui visent par leurs propres efforts à accélérer un développement économique et social durable.

Il existe un certain nombre de moyens permettant d'aider les pays en développement à réaliser un développement économique et social durable. Les pays en développement, même ceux dotés de ressources naturelles, sont handicapés par une absence de capitaux permettant de mobiliser ces ressources à leur avantage. Les pays en développement continuent d'avoir besoin d'investissements étrangers directs pour stimuler et soutenir la croissance économique. Les investissements directs étrangers et les investissements du secteur privé sont nécessaires pour diversifier et accroître les activités économiques, en particulier lorsque l'industrialisation est possible.

Par la diversification de nos économies nous pourrions produire davantage pour l'exportation et pour le commerce. En fait, le commerce est le meilleur moyen d'assurer des revenus et le développement de façon durable. Le commerce international mondialisé d'aujourd'hui est idéalement orienté vers un système multilatéral ouvert, sûr, équitable, transparent et prévisible dont tous les participants pourront tirer avantage.

La réalité à laquelle nous sommes confrontés est très différente de cet idéal proclamé. Nous ne vivons pas dans un monde idéal, nous vivons dans le monde réel où le commerce international est dominé par les pays industrialisés et développés. Les Fidji et d'autres pays en développement ou d'autres pays les moins avancés du monde doivent affronter la concurrence de géants industriels pour accéder aux marchés. Le terrain de jeu du commerce international n'est pas un terrain égal, contrairement aux fréquentes déclarations faites à ce sujet. En réalité, il n'y a même pas de terrain de jeu. Ce monde est en vérité caractérisé par des inégalités de pouvoir, d'influence et de ressources, aux sommets escarpés et quasiment insurmontables qui brident les petits pays comme le nôtre. Pour qu'un petit État comme les Fidji puisse survivre et se développer, il faut que nous puissions conserver des accords particuliers pour nos produits d'exportation les plus importants qui apportent la sécurité sociale et économique à nos populations.

Mon pays est fermement convaincu que la mondialisation est le phénomène qui caractérise les échanges commerciaux internationaux d'aujourd'hui. L'évolution des règles du commerce international, des négociations d'Uruguay à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a été marquée par des mutations rapides qui risquent de marginaliser les petits pays en développement comme le mien.

L'organe d'appel de l'OMC a considérablement réduit la portée de la dérogation à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)/OMC en faveur de la Communauté européenne à l'égard de la Convention de Lomé. Les Fidji figurent parmi les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique qui subiront le contrecoup de ces nouvelles dispositions si les accords des Conventions de Lomé sont entamés. De plus, cela ouvre la voie à des politiques et des mesures qui laisseraient sans protection des pays en développement faibles et les exposeraient à la stagnation économique.

Tandis que l'OMC insiste sur une démarche égalitaire, les particularités qui posent des problèmes aux petits États insulaires en développement subsistent. Quant aux Fidji, notre superficie limitée, notre éloignement et notre difficulté d'accéder aux marchés étrangers constituent toujours un handicap majeur pour notre commerce international. Les catastrophes naturelles annuelles qui sont la conséquence de nos conditions climatiques locales continuent d'obérer lourdement l'épargne publique au profit des projets de relèvement. Ces manifestations saisonnières capricieuses de la nature risquent de perturber nos plans budgétaires et d'épuiser nos faibles ressources.

Les petits États insulaires tels que les Fidji, disposent d'une gamme et d'un volume très limités de produits d'exportation et ils ne peuvent ni ne veulent dominer ou envahir aucun secteur de produits faisant l'objet d'échanges commerciaux. À cet égard, ma délégation déplore vivement la décision récemment prise par l'organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce concernant les exportations de bananes en provenance des Caraïbes vers l'Union européenne.

Nous ne demandons pas de faveurs, nous lançons simplement un appel pour qu'une période de transition raisonnable et justifiée nous soit accordée afin de nous permettre de trouver des solutions d'ajustement. Cela ne peut se faire du jour au lendemain; c'est pourquoi des dispositions spéciales doivent donc continuer d'être maintenues pour nous donner la possibilité de trouver les moyens de nous adapter aux nouvelles réalités et des solutions de remplacement.

Le fait de rechercher aveuglément la liberté des échanges commerciaux a de sinistres conséquences pour les petits pays et entraîne la perte d'autres libertés fondamentales; ceci ne peut en aucun cas servir à éliminer la pauvreté et les inégalités sociales et économiques, ce qui sont les objectifs recherchés. Nous aspirons à une égalité des chan-

ces dans un monde qui est dominé par les inégalités sous l'angle des ressources et du pouvoir économique.

L'Organisation mondiale du commerce doit faire montre d'équité et de justice dans ses délibérations et décisions et s'écarter délibérément des voies qui désavantagent encore plus les pays en développement déjà désavantagés. Nous demandons que la position des faibles et des petits soit traitée sur un pied d'égalité. Nous voulons que soit créée une véritable liberté des échanges commerciaux, car le commerce demeure le meilleur moyen de réaliser le développement durable des pays en développement.

L'accès des pays en développement aux écotechnologies est également décisif pour le développement économique et la croissance économique durable. Il importe que les pays en développement comme les Fidji puissent participer, contribuer aux progrès rapides des techniques des pays développés et industrialisés et en tirer parti. L'accès des pays en développement à des informations fiables sur les écotechnologies devrait être facilité et ces pays devraient recevoir une aide pour la mise en place d'institutions et le renforcement de leurs capacités afin de faciliter le transfert de ces technologies. L'accès aux connaissances aux fins du développement est un droit — c'est le droit de tout pays, et pas uniquement de quelques pays puissants qui les monopolisent pour leurs propres intérêts égoïstes.

L'aide publique au développement joue un rôle important de catalyseur en faveur du développement, dont on ne mesure pas toujours l'entière valeur. Quatre pays seulement ont atteint ou dépassé l'objectif d'APD fixé à 0,7 % du produit national brut. Il est essentiel de prendre un nouvel engagement à l'égard de cet objectif pour respecter les prescriptions de la Charte des Nations Unies. À cette étape de notre développement, nous avons le plus grand besoin de ce catalyseur pour soutenir nos propres efforts.

Le remboursement de la dette extérieure continue de poser un obstacle majeur au développement économique et à la croissance économique durable dans la plupart des pays en développement. Non seulement le fardeau imposé par le remboursement de la dette provoque la stagnation du développement économique, mais il entrave également le développement social. Je demande que l'on trouve une solution au problème de la dette qui soit orientée vers le développement et qui soit de surcroît efficace et équitable, pour qu'elle cesse d'être un fardeau tout en demeurant un outil utile pour le développement durable.

J'ai souligné que la croissance économique pour le développement durable est la direction dans laquelle nous

devons nous orienter. Mon pays et mon gouvernement sont foncièrement attachés à cet objectif. Cependant, pour que la croissance économique soit durable, qu'elle profite à tous et qu'elle soit de qualité, le facteur écologique doit maintenir un rang de priorité élevé dans tous nos efforts de développement.

Malgré la tenue récente de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21, un grand nombre de pays développés n'ont pas encore pris l'engagement clair d'oeuvrer pour atteindre certains objectifs de protection de l'environnement pour que la réduction des émissions de gaz à effet de serre soit ramenée à des niveaux internationalement convenus, par exemple. Les États insulaires du Forum du Pacifique Sud comptent parmi les pays qui sont particulièrement touchés par les changements climatiques qui ont une influence sur l'élévation du niveau des mers et le réchauffement de la planète. Il importe donc au plus haut point que tous les membres de la communauté internationale s'efforcent de prendre un engagement politique ferme avant la prochaine Conférence de Kyoto, en vue de l'adoption d'un protocole plus strict visant à renforcer la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

À cet égard, ma délégation s'associe à celles qui ont déjà exprimé leur reconnaissance au secteur privé et à la société civile pour le sincère intérêt qu'elles manifestent dans la recherche d'une solution internationale acceptable à ces préoccupations mondiales. Un des signes les plus heureux à ce sujet est le récent don de 1 milliard de dollars de la Fondation Turner pour encourager certaines activités vitales des Nations Unies. Ces dons doivent être plus nombreux afin de pouvoir appuyer et renforcer davantage les efforts que font les Nations Unies dans la réalisation de ses objectifs.

Je voudrais à présent traiter de la question de la sécurité internationale. Nous assistons aujourd'hui à une remarquable période de changements dans le monde, qui augure bien de l'instauration d'une paix et d'une sécurité permanentes. La guerre froide a pris fin depuis un certain temps, et les tensions et menaces à la paix et à la sécurité qu'elle engendrait appartiennent au passé. Il en résulte qu'avec l'adoption du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, nous avons fait un pas de plus vers le désarmement nucléaire. Bien que cela soit louable, il reste beaucoup à faire pour réaliser l'objectif de notre Organisation : forger de nos épées des hoyaux, et de nos lances des serpes.

Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires est venu s'ajouter à la liste impressionnante d'instruments politiques et juridiques destinés à ralentir la production et le stockage des armes nucléaires. Nous avons beaucoup fait pour prévenir une catastrophe nucléaire sur notre planète, mais l'existence et le perfectionnement des armes nucléaires continuent de nous menacer. La situation internationale actuelle crée des conditions favorables pour la communauté internationale, et particulièrement les États dotés d'armes nucléaires, eu égard à l'adoption de mesures tendant à éliminer les armes nucléaires de notre planète. Tout en représentant un pas dans la bonne direction, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a besoin d'un calendrier précis pour le retrait de toutes les armes nucléaires de notre environnement.

Ma délégation exhorte la communauté internationale à entamer des négociations dès que possible sur un traité destiné à arrêter et interdire, avec un mécanisme de vérification acceptable, la production et la mise au point de toutes les armes nucléaires. Ma délégation demande aussi à tous les États dotés d'armes nucléaires de détruire tous les stocks et arsenaux d'armes nucléaires, avec un mécanisme de vérification acceptable, et débarrasser ainsi le monde une fois pour toutes des armes nucléaires.

Ma délégation salue chaleureusement la finalisation à Oslo, la semaine dernière, d'un projet de traité interdisant la mise au point, la production, l'acquisition, le stockage, le maintien ou le transfert de mines terrestres antipersonnel. Nous demandons à toutes les nations du monde de signer et de ratifier ce traité.

Dans la réalisation de ces objectifs, qu'ils traitent du développement durable ou du désarmement, l'ONU a un rôle décisif à jouer. Elle doit être dynamique pour être efficace. Elle ne peut être ni lourde ni partielle. Pour répondre à ces nouveaux défis, l'ONU doit être rationalisée. Une organisation internationale comme la nôtre doit s'adapter aux changements pour renforcer sa pertinence et sa compétence. L'ensemble de la communauté internationale, y compris mon pays, n'ont cessé de demander une réforme de l'Organisation des Nations Unies. Cela a pris un certain temps, mais, enfin, notre nouveau Secrétaire général a recommandé des mesures qui conduiraient à obtenir une Organisation restructurée en mesure de nous conduire vers le nouveau millénaire. Je voudrais remercier le Secrétaire général de ses recommandations exhaustives, constructives et cohérentes.

Ma délégation examinera attentivement les recommandations audacieuses et ambitieuses relatives à la réforme, et

nous appuyons le principe de ces propositions. Je demande à ce que dans la mise en oeuvre de ces réformes, les intérêts des petits États Membres soient dûment pris en compte, y compris leur participation accrue au sein du système des Nations Unies. Je suis particulièrement heureux de voir que le Secrétaire général a reconnu que les questions économiques et sociales, ainsi que la coopération dans le domaine du développement, constituaient des activités fondamentales. Ses propositions sont conformes à la haute priorité que ma délégation accorde à la croissance économique dans le développement durable. J'ai déjà indiqué que l'ONU doit jouer un rôle constructif et dynamique, dans le cadre de sa politique macroéconomique, pour faciliter la croissance économique dans le développement durable, et permettre ainsi aux pays en développement, qui constituent la grande majorité des États Membres de l'Organisation, d'obtenir une part égale dans les occasions qui s'offrent de créer des richesses.

J'appuie pleinement l'assertion selon laquelle les opérations de maintien de la paix demeurent un instrument indispensable des Nations Unies. Mon pays, aussi petit soit-il, joue un rôle dans les programmes de maintien de la paix des Nations Unies presque partout dans le monde, depuis qu'il a été admis à l'ONU en 1970. En fait, par rapport à sa population, il est actuellement au nombre des plus importants fournisseurs de contingents aux programmes de maintien de la paix des Nations Unies. Dans ce processus, plusieurs de nos soldats de la paix ont perdu la vie. Mais en tant que nation, nous demeurons attachés à l'objectif d'une paix permanente et durable dans le monde. Je dois dire ici que c'est un motif de grande fierté mêlée d'humilité de voir qu'un de nos ressortissants, le général Jioje Konrote, a été nommé commandant de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Ceci reflète le niveau d'engagement de notre petit pays de moins d'un million d'habitants à la paix et à la sécurité internationales.

Les propositions de réforme des Nations Unies incluent de nouvelles mesures portant sur la gestion et l'efficacité qui devraient permettre de réduire les coûts administratifs, bien que le problème financier de l'ONU ne puisse être résolu par de simples mesures de réduction de coûts. Il ne peut être résolu que si les États Membres paient leurs contributions sans délai. Nous demandons à tous les États Membres qui sont en retard dans leur règlement de régler leurs arriérés promptement, intégralement et inconditionnellement.

Tout en encourageant une réforme rapide de l'ONU, il faut veiller à ce qu'elle s'applique également au Conseil de sécurité. Mon pays continue de demander l'élargissement

du Conseil de sécurité pour refléter une répartition géographique plus équitable, en prenant en compte l'accroissement sensible du nombre d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Les réformes affectant le Conseil de sécurité doivent offrir la possibilité de participer à ses décisions, de favoriser la transparence de ses activités, d'établir des relations constructives avec l'Assemblée générale et de limiter la portée et l'usage du droit de veto.

S'agissant de l'élargissement, mon pays souhaite réitérer la recommandation qu'il a faite à l'Assemblée au mois de novembre dernier s'agissant de la composition du Conseil de sécurité, en particulier des membres non permanents. Nous souhaitons fermement une représentation équitable et plus large des membres non permanents afin de permettre aux régions et sous-régions d'adopter un système de roulement, avec l'interdiction d'une réélection immédiate.

Je propose ensuite que de la même manière que les Caraïbes forment une sous-région spéciale du Groupe des pays d'Amérique latine, la région du Pacifique Sud, comprenant 14 États insulaires indépendants, dont huit sont Membres des Nations Unies, ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, devraient former une sous-région spéciale, pour garantir une représentation permanente de notre région.

Ces changements sont les conditions préalables du dynamisme de l'Organisation des Nations Unies qui soit crédible au cours du prochain millénaire.

Aujourd'hui plus que jamais, notre communauté internationale a besoin d'un régime de diplomatie préventive qui puisse réagir rapidement, positivement et pacifiquement aux conflits et aux menaces potentiels de génocide. Mon pays continue de demander que soit créé spécialement une division ou un service de l'ONU, chargé de la diplomatie préventive et de la prévention des conflits, ainsi que de leur règlement. Cette division devrait être à même de recevoir, rassembler, analyser et interpréter des renseignements et des rapports permettant de détecter rapidement les conflits potentiels et de prendre des mesures de réaction rapide pour limiter, endiguer et régler ces conflits, en opération avec les États Membres concernés. Qu'il me soit permis de réaffirmer qu'au sein d'une telle division, une représentation appropriée des compétences et des connaissances des petits États doit être impérative, car cette division ne doit pas devenir aux mains des puissants un instrument servile qui leur permette d'imposer leur volonté comme ils l'entendent.

En tant que chef de gouvernement d'un petit pays insulaire en développement, j'appuie totalement le principe

selon lequel la capacité de paiement constitue le critère fondamental, la référence inébranlable sur lesquels repose le calcul de la contribution des pays Membres des Nations Unies. Mon pays par conséquent appuie pleinement la recommandation du Comité des contributions selon laquelle le barème des contributions pour tous les États Membres dont la part du revenu national ajusté est inférieur au taux plancher actuel de 0,01 % devrait être calculé en fonction de leur part réelle du revenu ajusté. Nous appuyons également la recommandation selon laquelle ce taux plancher devrait être de 0,001 %. En outre, le plafond ne devrait pas être abaissé davantage car cela réduirait à néant les effets de la réduction du taux plancher minimum recommandé.

Ma délégation appuie la création d'une cour criminelle internationale. De récents crimes contre l'humanité, notamment le génocide, ont amené la communauté internationale de prendre de sévères mesures contre ceux qui commettent ces actes abominables. Nous espérons sincèrement que les efforts actuellement déployés par la communauté internationale seront couronnés de succès et que l'année prochaine, nous serons en mesure d'adopter un traité portant création de la cour criminelle internationale.

Mon pays tient à insister sur le fait que la protection et la sécurité des petits États doivent rester une préoccupation essentielle pour les Nations Unies. De plus en plus, des gouvernements élus et la souveraineté et la sécurité de leurs États se trouvent menacés par des réseaux transnationaux du crime, de trafic de stupéfiants, de blanchiment d'argent et de terrorisme. Ces fléaux prennent de l'ampleur et la coopération ainsi que des mesures internationales sont essentielles pour s'y opposer.

Le Moyen-Orient continue d'être un foyer de conflits, de tensions, de violences et de morts précoces, le nombre de ces morts ayant pris des proportions tragiques depuis la session de l'Assemblée générale il y a un an. Nous lançons un appel à toutes les parties concernées pour qu'elles entament d'authentiques négociations en vue d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. Nous demandons à la communauté internationale de contribuer, elle aussi, à une paix juste et durable.

L'année dernière, j'avais félicité la République populaire de Chine et Taiwan pour leurs efforts en vue d'aplanir leurs différends. Je tiens à renouveler l'appel que je leur avais lancé en leur demandant d'oeuvrer pour l'unité. Aux Fidji, nous entretenons d'excellentes relations avec ces deux pays, bien que nous adhérions strictement à notre politique d'une seule Chine. Dans le Pacifique, nous continuons à bénéficier de leur générosité, eux qui se préoccupent du

bien-être des peuples du Pacifique Sud. La République populaire de Chine et Taiwan ont notre confiance et notre amitié. Les Fidji et les 15 autres membres du Forum du Pacifique Sud se félicitent de ce qu'ils participent au dialogue post-Forum annuel, et se consultent avec chacun d'entre eux. Nous espérons vivement qu'ils trouveront ensemble une solution pour leur avenir commun.

De même, je prie instamment la Corée du Sud et la Corée du Nord de trouver une solution qui établirait une paix durable et l'unité au peuple de la Corée.

Les Fidji sont un État océanique. Comme pour beaucoup de pays insulaires, notre progrès et notre développement dépendent tout autant de notre territoire terrestre que de la mer qui nous entoure. Nous tenons par conséquent à ce que les mers soient exploitées d'une manière écologique et que le développement des ressources maritimes se fasse de manière ordonnée et durable, de sorte qu'elles puissent être à la disposition des générations présentes et futures. Nous insistons sur ce point au niveau national et appuyons fortement les efforts similaires déployés aux niveaux régional et mondial.

Au cours de la dernière décennie, notre région a adopté un certain nombre de traités et de déclarations concernant la question d'une meilleure gestion des océans. Plus récemment, suite à une décision des chefs de gouvernement du Forum du Pacifique Sud, la région a pris l'initiative de négocier avec des États pratiquant la grande pêche au large l'établissement d'une organisation régionale de la pêche, afin de donner effet aux dispositions de la Convention de 1982 sur le droit de la mer et l'Accord sur la conservation et la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs. Il s'agit là d'une initiative importante conçue pour encourager l'utilisation rationnelle des ressources halieutiques extrêmement importantes de notre région, aussi bien pour les États côtiers que pour les États pratiquant la pêche hauturière. Nous comptons bien que ces négociations aboutissent à un résultat positif.

En tant que premier État à ratifier la Convention du droit de la mer, en 1982, je suis heureux de constater que grâce aux efforts accomplis par un grand nombre de pays, dont le mien, pour régler les problèmes en suspens, la Convention bénéficie d'un soutien universel et d'une participation quasiment universelle.

Tous les États profiteront de la stabilité et de la sûreté qu'offre le nouveau régime du droit de la mer. En définissant la juridiction des États dans les zones maritimes, et en établissant les droits et devoirs des États, la Convention représente une importante contribution à la paix et à la sécurité internationales.

Les institutions créées aux termes de la Convention, à savoir l'Autorité internationale des fonds marins et le Tribunal international du droit de la mer, ainsi que les travaux menés à propos des océans à l'ONU même, font que la communauté internationale doit les appuyer si l'on veut consolider le bilan de la Convention et concrétiser ses avantages potentiels pour les peuples du monde.

L'année dernière, j'avais apporté tout mon soutien à l'adoption rapide d'un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones. Je renouvelle cet appel ici-même.

Dans le *Rapport sur le développement humain, 1997*, du Programme des Nations Unies pour le développement, nous apprenons que l'avenir est sombre pour les populations autochtones dans quasiment toutes les sociétés où elles sont présentes. C'est une véritable tragédie pour les populations autochtones de voir leurs valeurs et leurs coutumes détruites par l'arrivée de nouvelles populations. Elles sont confrontées à une discrimination au plan de l'emploi et à des disparités dans l'enseignement, et leur situation eu égard au niveau de la pauvreté est encore pire.

La célébration de la Décennie internationale des populations autochtones, le Programme d'activités qui y est lié et les efforts que déploie la communauté internationale pour préparer un projet de déclaration universelle des droits des populations autochtones des Nations Unies n'aura que peu de sens, voire aucun, si les populations autochtones restent des populations désavantagées dans notre monde. Le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones, aussi important soit-il, n'est qu'une simple goutte d'eau dans la mer par rapport à ce dont on a besoin pour véritablement faciliter le développement des populations autochtones. Le programme de la Banque mondiale prévu pour l'aide aux populations autochtones a une portée et une application trop limitées. Les États Membres des Nations Unies et la communauté internationale devraient faire davantage. La survie des populations autochtones est en jeu.

Mon propre pays compte deux groupes autochtones, les Fidjiens et les Rotumans, mais il compte également d'autres populations qui sont arrivées plus récemment dans

notre pays. Ces nouveaux venus représentent près de la moitié de la population de mon pays. Pour nous, tenir compte des intérêts et des aspirations de ces citoyens et les concilier avec les sensibilités, les perceptions et le statut prééminent de notre population autochtone a été un défi majeur. Nous veillons à la coexistence et à la coopération pacifiques dans la sécurité et le respect des droits fondamentaux de tous nos citoyens.

Je suis très heureux de pouvoir évoquer brièvement devant cette Assemblée les événements récents survenus récemment dans mon propre pays, Fidji. Notre délégation a tenu l'Assemblée au courant de l'évolution politique dans notre pays, en particulier des mesures que nous prenons pour rédiger une nouvelle constitution qui puisse satisfaire toutes les communautés ethniques dans le pays. Notre Constitution actuelle, la Constitution de 1990, a été promulguée pour assurer une représentation adéquate au Parlement des populations autochtones, afin d'assurer, protéger et améliorer leur avenir dans leur pays. Cette Constitution a été révisée par une commission l'année dernière. À la suite de la présentation du rapport de la commission, un comité parlementaire composé de représentants de tous les partis de notre Parlement ont dûment examiné le rapport et sont parvenus à un consensus sur le besoin d'amender la Constitution de 1990. Les changements figurent dans le projet d'amendement constitutionnel de 1997, qui a été approuvé à l'unanimité par la Chambre des représentants et le Sénat et est devenu un texte de loi depuis sa signature par notre Président le 25 juillet 1997. La Constitution amendée entrera en vigueur le 27 juillet 1998.

Je n'ai pas l'intention de parler en détail de la nouvelle Constitution et me contenterai de dire qu'elle contient une Déclaration des droits très stricte qui garantit et protège l'égalité des droits et les libertés fondamentales de tous les individus et de tous les groupes, sans distinction de race, de religion, de sexe ou de statut économique. En plus d'un système judiciaire indépendant, les citoyens disposeront également d'un médiateur et d'une commission des droits de l'homme pour protéger leurs droits fondamentaux. La Constitution continue de veiller à l'exercice du droit à l'autodétermination des autochtones fidjiens et rotumans, y compris leur droit de conserver un système d'administration distinct pour veiller à leurs intérêts et à leur bien-être.

Une caractéristique particulière de notre Constitution est l'inclusion d'un accord qui reconnaît certains principes, notamment : la préservation de la propriété de la terre, y compris la propriété de la terre fidjienne conformément à la coutume fidjienne; le droit de toutes les personnes de pratiquer leur religion librement et de conserver leur langue,

leur culture et leurs traditions; et la détermination de tous les partis politiques et de leurs dirigeants de coopérer ensemble à la formation d'un gouvernement à large base devant permettre de tenir pleinement compte des intérêts de toutes les communautés multiethniques et multiculturelles de la société des Fidji.

En fait, une caractéristique novatrice de notre nouvelle Constitution est la possibilité de constituer un gouvernement multipartite. Cela est prévu pour permettre la représentation au sein du gouvernement de tous les partis politiques qui obtiennent des sièges au Parlement lors des élections générales. Nous n'avons aucun doute — en fait nous sommes convaincus — qu'avec la détermination, la bonne volonté et la coopération de tous, cette démarche novatrice consistant à associer toutes les communautés au processus de prise de décisions au niveau national, au gouvernement et au Parlement, est la meilleure façon de renforcer et d'encourager une paix durable, l'unité et le progrès dans notre petit pays, les Fidji. Sur la base de notre diversité ethnique et culturelle, nous sommes déterminés à édifier une nation forte avec la pleine participation de tous les citoyens et de toutes les communautés qui la composent.

Nous sommes le monde. Réunis ici nous représentons les gouvernements et les peuples du monde. Nous avons le pouvoir de faciliter un développement économique et une croissance économique durables avec la participation pleine et égale des pays en développement du monde. Employons-nous à en faire un impératif international.

Aujourd'hui je demande à chacun de renouveler son attachement à l'égard de l'ONU. Au nom des grands principes d'amitié réciproque, de justice et de charité sur lesquels elle a été fondée, ensemble, faisons de notre monde un meilleur endroit pour vivre.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre, Ministre chargé des responsabilités spéciales pour la révision de la Constitution et Ministre du développement régional et des affaires multiethniques de la République des Fidji de la déclaration qu'il vient de faire.

S. E. le général de division Sitiveni Ligamamada Rabuka, Premier Ministre, Ministre chargé des responsabilités spéciales pour la révision de la Constitution et Ministre du développement régional et des affaires multiethniques de la République des Fidji, est escorté de la tribune.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est S. E. l'Honorable Jakaya Mrisho Kikwete, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République-Unie de Tanzanie. Il va également parler au nom du Groupe des 77.

M. Kikwete (République-Unie de Tanzanie) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis tout d'abord de vous exprimer mes sincères félicitations pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session. Nous exprimons également nos félicitations aux membres du Bureau à l'occasion de leur élection. Je tiens à vous assurer de la pleine coopération de ma délégation dans l'accomplissement de la lourde tâche qui vous est confiée.

Je tiens également à exprimer mes remerciements à l'ambassadeur Razali Ismail de la Malaisie pour la compétence dont il a fait preuve en s'acquittant de ses responsabilités au cours de la présidence de la dernière session. À ce stade, je voudrais également féliciter tout particulièrement M. Kofi Annan de son élection méritée au poste de Secrétaire général de l'ONU et de la façon compétente dont il assume ses responsabilités. En examinant l'ordre du jour de cette réunion, on peut dire qu'il s'agit d'une réunion historique de l'Assemblée générale : on se souviendra de vous, Monsieur le Président, pendant de longues années. Personnellement, je suis fier et honoré d'être associé à cette réunion.

L'an dernier, ici à New York, les membres du Groupe des 77 et la Chine ont élu mon pays, la Tanzanie, à la présidence du Groupe. Les neuf derniers mois, pendant lesquels j'ai occupé ce poste, ont été une expérience très enrichissante et pleine de défis pour moi, pour mes collègues de notre Mission auprès de l'Organisation des Nations Unies et pour tout le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie. Nous avons pris part à plusieurs réunions, débats et négociations au nom du Groupe. Je suis heureux de dire que malgré certains revers, des succès et des progrès notables ont été enregistrés dans toutes les tâches accomplies. Tout cela a été possible grâce à la coopération, à l'appui et, surtout, à l'esprit d'équipe de tous les membres du Groupe. Nous remercions tous les membres de leur appui.

M. Elaraby (Égypte), Vice-Président, assume la présidence.

Il y a deux ans, les dirigeants du monde se réunissaient ici pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'ONU. Avant d'aborder le bilan des progrès réalisés et des ensei-

gnements tirés, les chefs d'État et de gouvernement s'étaient efforcés de délimiter le cadre institutionnel et de fixer les paramètres opérationnels susceptibles de rendre l'Organisation plus pertinente et plus efficace dans un environnement international en mutation. Dans ce contexte, outre les rôles traditionnels de maintien de la paix et de la sécurité internationales et de fourniture de l'assistance humanitaire, on a estimé important de placer les questions de coopération pour le développement au centre des activités des Nations Unies. L'ONU elle-même a besoin de prendre des mesures de réforme appropriées pour être mieux à même de faire face aux défis de la nouvelle économie mondiale.

Afin de faciliter le processus de réforme dans le domaine socio-économique, les pays en développement ont participé activement et efficacement aux travaux sur l'Agenda pour le développement pour assurer le succès des négociations de ce processus important. Ces négociations ont été achevées en juin 1997, et je voudrais féliciter le Groupe de travail spécial à composition non limitée de l'Assemblée générale chargé de cette question de son excellent travail.

S'inspirant des résultats des récentes conférences des Nations Unies et d'autres accords pertinents, l'Agenda pour le développement souligne que la croissance économique durable est essentielle pour le développement économique et social de tous les pays, en particulier les pays en développement. Tout en reconnaissant l'importance des politiques et des mesures nationales dans le processus de développement, l'Agenda pour le développement demande qu'on agisse en faveur d'un environnement économique international dynamique, notamment des aspects tels qu'un système commercial multilatéral ouvert, réglementé, équitable, sûr, non discriminatoire, transparent et prévisible ainsi que la promotion des investissements et du transfert des technologies et des connaissances. En outre, l'Agenda appelle à une coopération internationale renforcée afin de mobiliser des ressources financières pour le développement. Il souligne également la nécessité de parvenir à un règlement efficace, équitable, orienté vers le développement et une solution durable des problèmes de la dette extérieure et du service de la dette des pays en développement.

De nombreux pays en développement ne sont pas en mesure de profiter du double processus de libéralisation et de mondialisation de l'économie internationale. Ces processus bénéficient à certains pays tout en provoquant instabilité et marginalisation dans d'autres, notamment dans les pays en développement. Ce sont les pays les moins avancés qui sont le plus menacés par une marginalisation accrue. En conséquence, ils continuent d'exiger que l'on s'attaque à ces

tendances inégales et que l'Organisation mondiale du commerce et d'autres organisations internationales qui lui sont associées adoptent des mesures spécifiques et concrètes pour alléger les effets défavorables de la mise en oeuvre des accords issus des négociations d'Uruguay. Ces mesures doivent inclure un appui financier et technique à long terme, le transfert des technologies et l'amélioration des activités commerciales des pays en développement. Il est également nécessaire d'assurer une participation pleine et efficace des pays en développement aux processus internationaux de prise de décisions économiques.

Quant aux flux financiers, il est impératif d'inverser le déclin général de l'aide publique au développement et de réaliser l'objectif convenu de 0,7 % d'ici à la fin du siècle. Nous demandons aux pays développés de confirmer leur volonté d'atteindre cet objectif. D'autres sources d'assistance financière extérieure fournie à des conditions de faveur doivent être renforcées pour leur permettre d'accroître sans conditions les ressources à mobiliser en appui aux pays en développement.

Outre l'aide publique au développement et l'aide multilatérale, la croissance des investissements directs étrangers dans les pays en développement est d'une importance particulière. Cependant, les flux des investissements directs étrangers vont vers un très petit nombre de pays en développement, qui connaissent déjà une croissance accélérée; très peu, voire rien, ne va aux pays les moins avancés. Par exemple, l'Afrique n'a reçu qu'une faible proportion du montant total des flux privés, malgré des réformes extensives qui continuent d'être entreprises. Le défi auquel est confrontée la communauté internationale à cet égard est de faire en sorte que des mouvements de capitaux et d'investissements appropriés atteignent également les pays les moins avancés afin d'accélérer leur rythme de développement. Cela pourrait se faire, entre autres, par l'amélioration de l'infrastructure économique et sociale des pays les moins avancés.

L'endettement extérieur est un des grands obstacles aux efforts de développement que font de nombreux pays en développement. On reconnaît que même avec des politiques économiques saines et la pleine mise en oeuvre des arrangements de rééchelonnement de la dette, les pays en développement continuent de supporter un fardeau écrasant du service de la dette. Il faut donc adopter d'urgence des solutions durables aux problèmes de la dette extérieure et du service de la dette, en particulier pour les pays pauvres les plus endettés. Il faut également faire davantage pour annuler et abroger les dettes. Nous saluons les initiatives récentes visant à réduire la dette, tant dans le cadre des accords de

Naples du Club de Paris, que dans le cadre multilatéral, telles que l'initiative de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international en faveur des pays pauvres les plus endettés. Cependant, les critères d'éligibilité devraient être plus souples pour permettre à un plus grand nombre de pays de bénéficier de ces arrangements. Actuellement, cela touche au cauchemar pour un pays de remplir les conditions nécessaires, sans parler du temps que cela demande ensuite pour en tirer les premiers bénéfices. C'est comme si les choses étaient à la fois proches et lointaines.

Le débat sur le développement est étroitement lié à l'environnement. En juin dernier, une session extraordinaire de l'Assemblée a eu lieu pour examiner et évaluer la mise en oeuvre d'Action 21 après cinq ans. Il est regrettable qu'à la session extraordinaire les questions générales de ressources financières et de transfert des technologies n'aient pas donné lieu à un accord concret ou à une volonté résolue. Car même s'il a été possible de convenir de mesures de suivi pour certaines questions sectorielles comme les forêts, l'énergie, les changements climatiques, la désertification, l'eau douce et d'autres, l'absence d'un accord concret sur les questions relatives aux ressources financières et au transfert des technologies milite contre la réalisation efficace des quelques rares objectifs dont on a pu convenir.

Dans sa déclaration faite à la session extraordinaire au nom du Groupe des 77 et la Chine, le Président de mon pays, S. E. M. Benjamin William Mkapa, a souligné que tous les pays devraient se dédier à nouveau à la Déclaration de Rio afin d'aboutir aux objectifs de croissance économique durable et de développement durable. Il a davantage souligné la nécessité de créer un environnement économique international plus propice, pour permettre aux pays en développement d'accéder aux nouvelles ressources et technologies additionnelles à des conditions de faveur. Je renouvelle cet appel aujourd'hui.

D'autres grandes conférences internationales et sommets mondiaux qui ont eu lieu depuis 1990 seront également évalués dans un proche avenir. Nous espérons voir apparaître un nouvel esprit de partenariat international devant permettre de résoudre les problèmes socio-économiques auxquels sont confrontés, en particulier, les pays en développement et que la communauté internationale continuera d'apporter son appui à la mise en oeuvre des différents programmes de ces conférences.

Ces dernières années, la coopération Sud-Sud s'est transformée en une importante modalité pour traiter des besoins en développement des pays en développement. Nous sommes convaincus que la coopération Sud-Sud offre

une base solide pour promouvoir la croissance économique et accroître les capacités techniques afin d'accélérer le développement des pays en développement. Le Groupe des 77 et la Chine s'engagent à intensifier la coopération existante et la solidarité entre ses membres dans le but d'échanger des expériences acquises dans le développement et de résoudre certains des problèmes que connaissent ces pays dans ce domaine.

Je conviens avec le Secrétaire général que la réforme de l'ONU est un processus plutôt qu'un événement. La résolution 50/227 de l'Assemblée générale et les propositions du Secrétaire général offrent une base de discussion pour procéder à une réforme du système de l'ONU. Cependant, nous pensons fermement que l'accent devrait être mis sur les grands principes de politique générale et la mission de l'Organisation qui vise à consolider son rôle économique.

En outre, il convient de maintenir les institutions qui traitent des questions économiques, notamment la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), les organes pertinents du Conseil économique et social et les commissions régionales. Il est également nécessaire qu'elles soient renforcées pour veiller à ce que les problèmes de développement des pays en développement soient pleinement pris en compte.

Quant à la réforme du Conseil de sécurité, mon pays est en faveur d'une plus grande démocratisation et d'une plus grande équité au sein de cet organe essentiel de l'ONU. Nous prônons l'élargissement du nombre des membres permanents et non permanents, et l'octroi d'un droit de veto aux nouveaux membres permanents. L'élargissement du nombre des membres dans les deux catégories devrait inclure le Japon et l'Allemagne, et les pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine devraient également être équitablement représentés.

Il importe que toutes les réformes favorisent la réalisation des grands objectifs et principes de la Charte et qu'elles contribuent à améliorer l'efficacité de l'Organisation dans tous les domaines. Elles devraient en outre permettre à l'ONU de jouer un rôle plus positif et plus efficace dans la promotion de la paix et du développement dans le monde et de répondre aux aspirations des pays en développement. Je suis convaincu que nous serons en mesure de parvenir à un large consensus si chacun d'entre nous continue de participer aux débats de bonne foi et avec la volonté de tenir compte de toutes les préoccupations légitimes.

La Tanzanie se félicite des changements qui sont intervenus dans le domaine du désarmement. Même si, de nos jours, la menace d'une guerre nucléaire ne se manifeste plus dans l'affrontement idéologique du passé, elle n'en a pas pour autant diminué ou disparu. Elle est toujours présente, et nous devons nous garder de tout triomphalisme en pensant que nous sommes davantage en sécurité aujourd'hui. Quelques pays possèdent toujours des missiles nucléaires et de nouvelles générations d'armes sont actuellement fabriquées. L'élimination totale de ces types d'armes doit continuer d'occuper une place centrale dans notre programme de désarmement.

Tandis que les armes nucléaires continuent de représenter un grave danger pour la paix et la sécurité internationales, les armes classiques ont eu des effets dévastateurs, notamment dans les régions où des conflits ont éclaté. Les mines terrestres antipersonnel, par exemple, blessent et tuent des innocents longtemps après la fin des hostilités. Les effets de ces armes sont évidents partout dans le monde, et ils se sont manifestés de manière particulièrement violente dans certains pays tels que l'Angola, le Cambodge, le Mozambique et la Bosnie. La Tanzanie continuera comme par le passé d'appuyer la campagne mondiale d'interdiction de ces armes qui a été lancée dans le cadre du processus d'Ottawa, et mon pays espère devenir une partie efficace à cet instrument qui vient d'être adopté à Oslo, en Norvège. Parallèlement, nous souhaitons que l'élimination des mines terrestres antipersonnel ne soit pas considérée comme une fin en soi, mais en tant que partie intégrante de l'objectif général d'élimination d'autres armes, notamment des armes de destruction massive.

Tout en s'attaquant aux défis que posent la paix et le développement, l'Organisation continue d'être aux prises avec des problèmes politiques qui appellent une solution pressante si nous voulons que l'humanité puisse prospérer. De l'Amérique latine aux Caraïbes en passant par l'Europe, et de l'Asie au Moyen-Orient en passant par l'Afrique, l'ONU devra s'acquitter de la tâche ardue qui consiste à promouvoir la paix, la démocratie et la bonne gestion des affaires publiques, qui sont à la base du développement.

Nous rendons hommage au peuple libérien pour avoir mené avec succès des élections démocratiques qui, espérons-nous, donneront jour à une nouvelle ère de paix dans ce pays. Au moment où ils s'efforcent de reprendre pied et de s'attaquer à la tâche ardue de réconciliation nationale, de relèvement et de reconstruction économique, les Libériens ont besoin de l'appui de la communauté internationale.

Au moment où le Libéria sort de la destruction et des tourments, nous sommes attristés de voir la Sierra Leone s'enfoncer davantage dans le chaos, au détriment de la paix, du développement et de la démocratie. Le Gouvernement tanzanien s'est pleinement associé aux efforts déployés par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour restaurer la démocratie et l'État de droit en Sierra Leone. Il n'est pas trop tard pour continuer d'espérer que les forces militaires de ce pays se rendront compte de la folie de leur entreprise et conviendront de revenir à l'État de droit constitutionnel. Cela étant, les efforts continus que déploient les gouvernements des pays de la région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique en général, méritent un appui renforcé afin qu'il soit mis fin à cette succession destructrice de coups d'État militaires en Sierra Leone.

En Angola, nous continuons d'être préoccupés par les manoeuvres de l'UNITA qui visent à enliser le processus de mise en oeuvre des accords de Lusaka. Notre inquiétude est d'autant plus vive que nous assistons à la dégradation progressive de la situation dans le pays et craignons un retour aux hostilités ouvertes et à la guerre, sans parler de la destruction et des souffrances à venir pour le peuple angolais. Nous appelons instamment l'UNITA à abandonner sa politique d'obstruction et à se conformer aux dispositions prises dans les accords de paix de Lusaka. Nous espérons que les Nations Unies continueront de s'occuper de l'Angola.

La situation dans la région des Grands Lacs demeure précaire. Les conséquences de plusieurs décennies de politiques mal avisées dans certains pays de la région ont coûté un prix exorbitant en termes de souffrances, de guerres, de victimes et d'occasions manquées d'exploiter le potentiel de développement considérable de cette région. Nous déplorons que la situation au Burundi ne montre aucun signe d'amélioration. Les autorités militaires ont persisté à contrarier les efforts déployés dans la région dans le cadre de l'initiative d'Arusha, sous la direction de Mwili-mu Julius Nyerere, pour faciliter le processus de dialogue politique.

La Tanzanie et les autres pays de la région poursuivent leurs efforts car nous pensons qu'il n'y a pas d'autre option au dialogue que la guerre, avec toutes les souffrances qu'elle infligera aux civils innocents. Les pays de la région n'ont d'autre choix que d'apporter leur concours au Burundi. Au niveau régional, des réunions se sont tenues à Arusha, le 4 septembre, au cours desquelles les dirigeants ont réaffirmé leur volonté de rechercher la paix au Burundi et ont appelé les autorités militaires à abandonner les hostilités

et à rechercher le dialogue et un compromis politique avec tous les éléments burundais.

Les pays de la région ont catégoriquement réaffirmé que les autorités burundaises ne devraient pas s'imaginer qu'elles peuvent jouer la politique de l'autruche et ignorer ce problème. Il faut faire face aux réalités et s'efforcer d'être à la hauteur de la situation. Il est clair que les États de la région et la communauté internationale ne peuvent les laisser faire et tolérer qu'ils mènent le pays à l'autodestruction et à la guerre, avec les problèmes que cela représente pour le Burundi et ses voisins. Je lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle continue d'aider la région afin que l'objectif de relance du dialogue pour la paix dans la région soit réalisé.

Au Rwanda, par bonheur, la situation se stabilise progressivement, en particulier depuis le retour de la plupart des citoyens qui avaient été contraints de rechercher l'exil en tant que réfugiés. Néanmoins, les difficultés auxquelles le pays est confronté sont considérables. Le processus de relèvement entrepris en vue d'atténuer les conséquences morales, physiques et spirituelles du génocide de 1994, sera long et douloureux. Tandis que le Rwanda s'efforce de comprendre les motifs du génocide, de se réconcilier avec lui-même et de poursuivre dans la voie du salut national et du renouveau, il a besoin de notre solidarité et de notre appui.

Avec l'arrivée au pouvoir en République démocratique du Congo du Président Laurent Kabila, le processus du retour aux règles démocratiques a commencé, même si le rythme en est lent. Nous constatons que ce processus ne sera pas aisé ni rapide, compte tenu des rigidités politiques et des pratiques d'exclusion auxquelles le pays a été soumis pendant des décennies. Nous sommes conscients de l'énormité de la tâche qui consiste à remettre le pays sur pied, à restaurer les institutions du Gouvernement et à relancer le processus démocratique. Dans ce contexte, ce dont le Gouvernement et le peuple de la République démocratique du Congo ont le plus besoin, c'est de la solidarité, de la compréhension et de l'appui matériel de la communauté internationale.

Les problèmes politiques survenus dans la région des Grands Lacs ont précipité ces pays dans une grave crise humanitaire, étant donné que des millions de personnes ont été contraintes de rechercher l'exil en tant que réfugiés. En conséquence, les pays de la région, y compris le mien, doivent supporter un énorme fardeau sans rapport avec les ressources dont ils disposent. Nous rendons hommage aux organismes des Nations Unies et aux nombreuses organisa-

tions non gouvernementales pour les efforts qu'ils ont déployés en vue de fournir l'assistance dont les réfugiés ont tant besoin. Sans cet appui, la vie des réfugiés aurait assurément été intolérable. Toutefois, même si cette aide est particulièrement appréciée, le fardeau qu'impose aux États l'accueil des réfugiés est énorme. Les conséquences économiques, sociales, environnementales et de sécurité liées à l'accueil de réfugiés auront des effets à long terme dont ces pays continueront de pâtir même après le rapatriement des réfugiés. Cela soulève la question fondamentale de savoir comment aider les pays d'accueil à faire face aux tâches immédiates liées aux besoins des réfugiés mais également aux effets à long terme de cette situation. C'est cet aspect que nous devons traiter.

La Somalie n'est plus sur les écrans de télévision ou digne de faire la une des journaux, mais c'est un problème que nous ne devons pas oublier. Le pays reste fragmenté et les combats entre factions continuent. Il est possible que grâce à l'initiative de Sodere, certaines tendances positives puissent se manifester. Les Nations Unies doivent continuer de s'associer étroitement aux efforts de l'Office intergouvernemental pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD) et de l'Organisation de l'unité africaine visant à établir une paix durable en Somalie.

Au Sahara occidental, nous nous inquiétons du gel apparent de l'application du règlement de paix. Tout en réitérant notre solidarité avec le Frente POLISARIO, nous exprimons l'espoir que les initiatives du représentant du Secrétaire général, M. James Baker, ancien Secrétaire d'État des États-Unis, seront féconds et écarteront les difficultés politiques qui persistent dans la mise en oeuvre du plan de paix.

La Tanzanie continue de suivre de près les événements au Moyen-Orient qui menacent la paix dans la région. À cet égard, la Tanzanie réaffirme sa solidarité avec le peuple palestinien et demande aux autorités palestiniennes et israéliennes de persévérer dans leurs efforts afin de consolider le dialogue et aller de l'avant pour mettre en place des arrangements permanents de paix. Nous pensons qu'en fin de compte, une paix durable dans la région résultera d'une restitution de toutes les terres arabes et du plein exercice par le peuple palestinien de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, y compris la création d'une patrie à l'intérieur de frontières internationalement reconnues.

Pour terminer, au moment où nous nous acheminons vers un nouveau millénaire, le monde connaît encore la pauvreté, le sous-développement, les conflits et la guerre.

Les progrès spectaculaires de la science et de la technique, qui ont permis à l'humanité d'explorer l'espace extra-atmosphérique et de réduire la terre à un village planétaire, n'ont pas été à ce jour équitablement canalisés pour satisfaire les besoins pressants d'une grande partie de l'humanité. Le monde entrera dans le prochain millénaire divisé entre les nantis qui vivent en paix et les démunis qui sont en guerre. Par conséquent, l'objectif suprême des Nations Unies doit être de surmonter cette disparité. Le défi que nous devons tous relever est de consolider cette Organisation en l'appuyant pleinement et inconditionnellement, politiquement et financièrement pour lui permettre de mieux servir l'humanité.

Le Président par intérim (*interprétation de l'arabe*) :

Je donne la parole au Ministre des affaires étrangères du Chili, S. E. M. José Miguel Insulza.

M. Insulza (Chili) (*interprétation de l'espagnol*) :

Monsieur le Président, c'est avec un plaisir tout particulier que je vous adresse mes sincères félicitations et celles de mon gouvernement pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale. Votre élection nous donne l'assurance que les travaux de l'Assemblée seront accomplis avec talent, impartialité et efficacité lorsqu'elle sera amenée, dans la conjoncture actuelle, d'adopter des décisions pouvant être décisives pour l'avenir de l'Organisation.

Cette session de l'Assemblée générale qui vient de commencer est d'une importance particulière vu que son objectif est de veiller qu'à l'avenir, l'exercice multilatéral se fasse avec pertinence, efficacité et crédibilité. Les Nations Unies ayant achevé leurs 50 ans d'existence, nous avons besoin d'une nouvelle conception du monde, sans oublier naturellement les nombreux résultats obtenus et la précieuse expérience acquise grâce aux succès et aux échecs.

L'occasion est opportune pour redire notre attachement au multilatéralisme en tant que principe directeur des relations internationales et instrument essentiel de règlement des crises et des problèmes qui échappent aux possibilités de tout État, aussi important et puissant soit-il.

Cela est particulièrement important pour faire face à un unilatéralisme croissant qui, ces derniers temps, est apparu comme une nouvelle conduite au niveau international. La nouvelle réalité internationale fait qu'il est indispensable que les États agissent ensemble afin de faire face énergiquement et résolument aux problèmes de l'environnement, du crime organisé, de la maîtrise des armements, des droits de

l'homme, de la démocratisation, de la pauvreté, du chômage, de la désintégration sociale et autres.

Le Chili a toujours apporté sa contribution à l'Organisation et, en fonction de ses capacités, il continuera d'apporter son appui et sa collaboration aux grandes tâches qu'accomplit l'Organisation des Nations Unies dans toutes les instances.

Je voudrais d'abord parler de la question du Conseil de sécurité et du processus de réforme. Devant cette même assemblée, l'an dernier, j'ai souligné l'importance d'une plus grande participation des États Membres aux décisions du Conseil de sécurité pour en renforcer la légitimité et lui apporter le soutien politique indispensable aux mesures et décisions qu'il prend.

Une fois de plus, nous réaffirmons la nécessité de revoir la composition du Conseil de sécurité et ses méthodes de travail. À ce sujet, nous félicitons le Groupe de travail chargé de la réforme du Conseil de sécurité pour le travail considérable qu'il a réalisé et qui a permis de préciser les diverses positions et d'évaluer correctement la grande complexité de la question.

Je voudrais en particulier rendre hommage au Président sortant de l'Assemblée générale, M. Razali, de la Malaisie, pour son sens des responsabilités très élevé et le courage dont il a fait preuve en soumettant des propositions concrètes à ce sujet, en vue de surmonter les difficultés rencontrées au sein du Groupe de travail et d'analyser et de discuter en détail de ces propositions.

Mon gouvernement pense que quelle que soit la future composition du Conseil, il devra combiner les besoins d'efficacité avec les exigences d'une représentation équitable des pays en développement et refléter comme il convient l'accroissement du nombre des Membres depuis 50 ans.

Au sujet de ces questions fondamentales, le Chili souligne et approuve le contenu de la Déclaration sur le renforcement du système des Nations Unies et la réforme du Conseil de sécurité, faite par les chefs d'État et de gouvernement du Groupe de Rio, qui se sont réunis pour leur onzième Sommet, le 24 août dernier, à Asunción (Paraguay).

Dans cette déclaration, nous avons exprimé la grande importance que nous accordons au processus d'élargissement et de réforme du Conseil de sécurité, qui doit faire l'objet d'un large accord général permettant de corriger les

déséquilibres de la composition actuelle, d'améliorer les mécanismes de prise de décisions, d'apporter plus de transparence dans ses activités et représenter avec une plus grande légitimité l'ensemble des États Membres de l'Organisation.

S'agissant du nombre total des membres du Conseil de sécurité, nous pensons qu'un nombre atteignant 25 membres n'entraverait pas son efficacité, dans la mesure où l'élargissement répond aux besoins de représentation correcte résultant de l'augmentation du nombre des membres de l'ONU depuis la dernière réforme de la Charte et du poids indéniable des pays en développement.

Le Chili partage la large base d'accord sur l'admission du Japon et de l'Allemagne en tant que membres permanents du Conseil de sécurité. Néanmoins, il y a aussi la conviction que cette admission n'est possible que dans le cadre d'une représentation appropriée des régions comprenant d'autres membres permanents d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Nous encourageons un processus de consultation et de consensus régional pour l'octroi de ces sièges. Cela n'exclut toutefois pas un rôle éventuel de l'Assemblée générale, au cas où l'accord régional ferait défaut. L'Assemblée devra alors analyser attentivement les propositions de roulement qui ont été présentées. Elles présentent indiscutablement un intérêt dans la mesure où elles incluent un plus grand nombre de pays, mais elles pourraient néanmoins entraver le bon fonctionnement du Conseil et aggraver les tensions existant entre membres permanents et membres non permanents.

En ce qui concerne la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, elle a pour responsabilité fondamentale de pourvoir les sièges qui lui reviennent au moyen d'un processus qui confère à ses membres une autorité juridique et une légitimité politique. Ce processus devra envisager toutes les possibilités en vue d'assurer une représentation régionale équitable. Le Chili est disposé à accepter toute formule qui tienne compte de ces éléments. Il convient d'envisager sérieusement la possibilité de ne laisser qu'un seul de ses membres occuper le siège permanent octroyé à la région.

La question du veto devra aussi être débattue d'une manière approfondie, en tenant compte de facteurs multiples, comme ceux d'ordre juridique relatifs aux obligations consacrées dans la Charte et à l'évolution du droit international moderne, et ceux d'ordre politique, tels que l'évolution de la situation internationale, qui sont aujourd'hui très différents de ceux qui prévalaient au moment de la création

de l'Organisation des Nations Unies. Le Président sortant de l'Assemblée générale a formulé à cet égard des propositions très intéressantes qui doivent faire l'objet d'un examen attentif de la part des États Membres.

Cette année, le Chili va achever, avec un sentiment de satisfaction, sa participation au Conseil de sécurité, la dernière remontant à plus de 30 ans. Dans notre décision de participer aux travaux de cet organe, nous avons été mus par la nécessité d'assumer nos responsabilités internationales, convaincus que nous pouvions apporter une contribution.

Il me semble utile de souligner, en tant que première conclusion, que c'est la riche contribution apportée par les membres non permanents au Conseil qui est à la base du véritable équilibre du Conseil et de sa capacité de se renouveler au cours des années. Notre expérience a été enrichissante et nous avons voulu que notre contribution aille au-delà de l'intérêt naturel que porte notre pays aux questions liées à la région latino-américaine, dans des domaines où de précieux progrès ont été réalisés et auxquels le Chili a apporté une contribution réelle.

Nous saluons l'évolution importante qu'a connue le Conseil de sécurité en ce qui concerne sa responsabilité dans le domaine humanitaire, qui s'est imposé en tant qu'élément principal du maintien de la paix et de la sécurité internationales. C'est sur cette base que repose la déclaration présidentielle publiée par le Conseil sur la protection du personnel humanitaire. Le renforcement de cet élément des travaux du Conseil de sécurité a été un des thèmes principaux abordés par le Chili. Motivés par ce souci, nous avons proposé un mécanisme qui fixe les modalités de communication entre le Conseil de sécurité et les organismes humanitaires qui travaillent sur le terrain.

Le Chili s'est particulièrement soucié d'éviter que les pays qui ont connu de graves conflits ne se trouvent abandonnés par le système une fois ceux-ci terminés. C'est pourquoi nous avons insisté sur la nécessité de maintenir la présence des Nations Unies sur le terrain, dès l'instant où la consolidation de la paix cède le pas aux activités générales de reconstruction et de développement.

En matière de sanctions, il a été prouvé que là où sévissent des régimes autoritaires, les lourdes sanctions qui leur sont imposées ne pénalisent que leur population sans pour autant apporter de changement politique. Nous avons ainsi noté les progrès réalisés par le Conseil de sécurité dans l'élaboration de sanctions, comme dans le cas de la résolution 1072 (1996) sur la situation au Burundi et de celle récemment adoptée sur l'UNITA, en Angola, qui

peuvent donner les résultats escomptés sans porter préjudice à des populations innocentes.

Enfin, le Chili, lorsqu'il siégeait, a accordé une importance particulière aux questions africaines. Il nous a semblé important d'aider le Conseil à prendre des décisions sur les problèmes auxquels fait face cette région à un moment historique, c'est-à-dire au moment où les pays africains assument leurs propres responsabilités dans les problèmes régionaux, comme le montrent l'initiative de l'Organisation de l'unité africaine dans le processus d'Arusha et les activités de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, entre autres.

Nous sommes conscients que le processus de réforme ne se limite pas au Conseil de sécurité. Le Secrétaire général a indiqué avec clarté et lucidité que nous assistions à la réforme la plus vaste et la plus ambitieuse qui ait jamais été envisagée durant les 52 années d'existence de l'Organisation. C'est pourquoi nous nous félicitons du rapport complet publié en juillet dernier, intitulé «Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes». Nous sommes d'accord avec ses propositions de transformer les structures de direction et de gestion de l'Organisation pour lui permettre d'agir avec une cohérence, une synergie et une souplesse accrues.

Nous exprimons au Secrétaire général et à ses collaborateurs notre reconnaissance pour ce rapport que l'Assemblée générale devra examiner de manière approfondie. Le Chili contribuera au débat avec intérêt et sérieux de même que dans un esprit ouvert et consensuel.

À cet égard, nous reconnaissons avec le Secrétaire général que les faiblesses institutionnelles de l'ONU tiennent principalement au fait qu'en un demi-siècle d'existence, certaines de ses modalités d'organisation ont tendu à se fragmenter, à faire double emploi, à se rigidifier, à devenir inefficaces dans certains domaines et superflues dans d'autres. Selon le Chili, le principal obstacle au processus de réforme est la peur du changement qui règne dans l'Organisation et qui paralyse le processus depuis qu'il a été entamé à l'Assemblée générale, il y a quatre ans. Le moment est venu pour chacun de nous, Secrétariat et États Membres confondus, de montrer avec fierté notre créativité collective, notre courage et notre esprit créateur et réaliste. La période de la bureaucratisation doit faire place à l'ère de la créativité à l'ONU.

Ce n'est que par une gestion souple et efficace que nous pourrions redynamiser l'Organisation et la doter des instruments pertinents propres à la moderniser, comme

l'exige la communauté internationale. La réforme n'est pas en soi une question de réduction des frais ni de coupes claires dans le personnel. Elle vise à augmenter de manière effective et permanente l'efficacité politique de l'ONU, du Conseil de sécurité — en se penchant sur la manière dont il aborde et règle les conflits actuels — au Conseil économique et social en passant par les agences pour le développement.

Un grand nombre de problèmes auxquels fait face l'ONU tiennent au fait que les États Membres ont tardé à adapter le mécanisme intergouvernemental aux nouvelles exigences de la situation internationale. C'est probablement là un des facteurs clefs du processus de réforme que nous avons aujourd'hui entrepris.

Par conséquent, il est essentiel de mener plus en profondeur la réorientation du Conseil économique et social pour qu'il coordonne aussi bien les agences que ses organes subsidiaires, et qu'il joue un rôle d'interaction exécutive avec les fonctions de l'Assemblée générale. Il pourra ainsi retrouver son rôle de chef de file en tant qu'organe souple et efficace et contribuer concrètement à régler les questions inscrites à l'ordre du jour économique et social de l'Organisation.

Compte tenu de la nature du nouveau mandat du Conseil économique et social, la relation future entre ce dernier, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international sera extrêmement importante. À cet égard, la création d'un secrétariat propre au Conseil économique et social nous semble être une idée intéressante.

En outre, le processus de réforme doit également tenir compte de la régionalisation qui s'effectue progressivement au sein du système des Nations Unies. Lors de l'examen par le Conseil économique et social des commissions régionales, il conviendra de trouver des mécanismes qui, sans modifier les mandats régionaux de chaque commission, pourront contribuer à définir et mettre en oeuvre, au niveau régional, les principaux accords et consensus des grandes conférences que le système des Nations Unies a parrainées ces 10 dernières années.

Nous suivons avec intérêt la proposition tendant à donner au Coordonnateur résident du Secrétaire général autorité sur les organismes de l'Organisation sur le terrain. Cette nouvelle optique intégrée, où les fonds et programmes garderont leur indépendance, pourra contribuer aux besoins de cohésion et diminuer les divergences naturelles des organismes représentés aux fins du renforcement nécessaire de leurs tâches.

Il nous semble également indispensable d'évaluer de manière plus approfondie les organes subsidiaires en utilisant comme critère principal leur pertinence et leur efficacité, et de prendre les décisions qui s'imposent. C'est pourquoi nous sommes préoccupés par le fait que l'on recommande la fusion de la Commission des stupéfiants et du Comité pour la prévention du crime et la justice criminelle, car ce faisant on risquerait de réduire le problème des stupéfiants à la simple dimension délictuelle et de perdre ainsi de vue les éléments fondamentaux du problème des stupéfiants, à savoir l'éducation et la prévention. En même temps, le processus de réforme doit accorder une importance spéciale aux moyens et mécanismes destinés à accélérer le développement économique et social, en particulier en Afrique, en appuyant les efforts internes de restructuration économique, de diversification des matières premières et l'accroissement de la sécurité alimentaire, efforts réalisés par les pays de la région.

Nous nous félicitons des propositions destinées à renforcer le Haut Commissariat pour les droits de l'homme, tant au plan institutionnel que sur le fond, car il nous semble qu'ils revêtent une grande importance pour le développement futur de l'Organisation. La protection et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de même que la démocratie et la croissance équitable, représentent les trois piliers de la société internationale contemporaine et constituent, comme l'affirme le Secrétaire général lui-même, un élément essentiel de la paix et de la sécurité internationales. Dans tout ce qui peut contribuer à renforcer les possibilités d'action du Haut Commissaire pour les droits de l'homme, on pourra compter sur le ferme appui de la délégation chilienne.

De même, nous appuyons fermement les initiatives du Secrétaire général qui préconise une relation active entre la société civile et l'entreprise privée, qui sont devenues les principaux acteurs, tant au plan national qu'international. L'heure est venue pour la société civile, y compris le milieu des affaires, de participer aux travaux de l'ONU de manière proportionnelle à la contribution qu'elle apporte depuis un certain temps.

Une série de mesures destinées à assouplir les procédures des délibérations de l'Assemblée générale ont été recommandées afin de réduire la durée des sessions, d'abord d'une manière thématique les questions d'actualité, de surmonter les lenteurs et de permettre de se concentrer sur les questions plus importantes. Si techniquement ces propositions semblent toucher des aspects plus de forme que de fond, nous savons en vérité qu'elles ne constitueront pas des décisions simples ou de simple procédure. En réalité,

elles ont pour but de promouvoir la capacité de consensus de notre Organisation, pour parvenir promptement à des décisions concises.

En matière financière, nous appuyons la proposition d'un budget basé sur les résultats, avec des mécanismes institutionnels limités, qui aurait un vaste impact stratégique, ce qui nous semble être une innovation pouvant avoir des conséquences profondes pour l'Organisation. Nous appuyons également l'idée de redistribuer les économies aux activités économiques et sociales, pour créer ainsi un fonds pour le développement.

Nous avons focalisé notre intervention sur la grande tâche de la réforme, qui est ardue, complète et riche en potentiels, mais aussi source de problèmes. Nous sommes décidés à trouver les solutions dont l'ONU a besoin pour exécuter tous ses mandats et répondre aux besoins et aspirations d'une communauté internationale soucieuse de placer dans cette Organisation un grand espoir pour l'avenir. Nous sommes décidés à ne pas laisser passer cette occasion pour restructurer et rénover l'ONU. Vous pouvez compter sur toute la coopération de la délégation chilienne dans cet effort.

La séance est levée à 13 h 15.